317

DEFENSE DE L'OCCIDENT

AP
20
D32
no.32

DIRECTEUR
Maurice BARDECHE

Dans ce numéro :

UNIVERSITY
OF MICHIGAN
AUG 31 195
PERIODICAL
READING ROOM

Maurice BARDÈCHE
Le drame algérien

●

Pierre HOFSTETTER
Londres à la croisée des chemins

●

J.-M. AIMOT
Au temps des ligues

●

Armand BERNARDINI
Le mythe du judaïsme de Christophe Colomb

●

La technique électorale du parti communiste italien

No 32

HENRI MASSIS

L'Occident et son destin

975fr

un livre prophètique

GRASSET

Louis RENAULT a-t-il été assassiné ?

Cette tragique question est posée par

SAINT LOUP

dans

Renault de Billancourt

au terme de la biographie bouleversante d'un des géants français du XXe siècle.

AMIOT ★ DUMONT

SOMMAIRE

LES IDEES ET LES FAITS.

— Maurice BARDECHE : Le drame algérien 3
— Pierre FONTAINE : Vers une catastrophe en Afrique du Nord 10
— Pierre HOFSTETTER : Londres à la croisée des chemins 17
— Pierre NAVARRE : L'O. N. U. et le problème des réfugiés arabes 25
— Georges OLLIVIER : Les mémoires du Président Truman 30

CHRONIQUE DU MOIS.

— Sommes-nous en 1934 ? 36
— Deux opinions sur le poujadisme 38
— Les notes du mois de l'huissier sans chaîne 40

ETUDES ET TRIBUNE LIBRE.

— Jean PERRE : La nécessaire révolution administrative 43
— Armand BERNARDINI : Le Mythe du judaïsme de Christophe Colomb 50

LES LIVRES DU MOIS.

— Amiral THEOBALD : Le secret de Pearl-Harbour. - John Wheeler Benett : Le drame de l'armée allemande, par Jean PERRE 60
— J.-M. AIMOT : Au temps des ligues : 1. L'année 1930 à la rédaction du quotidien 64

DOCUMENTS.

— A. DORMONT : La technique électorale du parti communiste italien 72

DEFENSE DE L'OCCIDENT, revue mensuelle politique et littéraire, 28, rue Serpente, Paris (6e). — Le numéro : 100 fr. — Belgique : 15 fr. b. Responsable à la propagande en France : Jean Lesieur, 1, rue Paul-Escudier, Paris (18e). Correspondant responsable en Belgique : Ossian Mathieu, 29, avenue de Woluwé, Bruxelles.

BUREAU D'ALGER : M. Dorveaux, chez M. Gilbert Munier, 3, rue de la Gaieté, Alger.

ORAN et Dépt d'Oran : M. François Le Gall, 3, rue Monseigneur-Cantel, Oran.

Abonnements : 1 an : 1.000 fr. ; 6 mois : 600 fr.
Etranger : 1 an : 1.300 fr. ; 6 mois : 700 fr.

BULLETIN D'ABONNEMENT

Veuillez m'inscrire pour un abonnement de

à votre revue *DEFENSE DE L'OCCIDENT* à partir du No

NOM _____

PRENOM _____

ADRESSE _____

_____

Signature

Conditions d'abonnement :

1 an : 1.000 fr. — 6 mois : 600 fr.

Etranger : 1 an : 1.300 fr. — 6 mois : 700 fr.

Abonnement de propagande : 1 ans : 3.000 fr.

Abonnement de soutien : 1 an : 5.000 fr. et 10.000 fr.

Adresser tous paiements à : « Les Sept Couleurs », 35, rue Cortambert, Paris (16e). C.C.P. : 21.8219, Paris.

Les idées et les faits

Le Drame de l'Algérie

Voici notre position sur la question d'Algérie : l'Algérie ne peut être sauvée que par la chute du régime actuel qui est fondamentalement incapable d'assurer à la France le maintien de son empire.

L'éveil du nationalisme arabe est un phénomène historique contre lequel notre régime actuel n'est pas armé et auquel il a donné au contraire une légitimation par le dogme de la « résistance ». Le nationalisme arabe ayant pour leader l'Egypte, pays de régime et d'idéal national-socialiste, notre régime d'inspiration antifasciste et judéophile est plus mal placé que tout autre régime pour engager avec le nationalisme arabe des négociations qui, en tout état de cause, seront très difficiles.

D'autre part, le régime actuel de la France est incapable d'assurer le maintien de la France en Afrique du Nord par une solution militaire qui exigerait une décision implacable dans le combat, des sacrifices considérables que le régime se refusera à faire, l'emploi des armes les plus efficaces contre le terrorisme, enfin des mesures énergiques dans la métropole contre toutes les forces de trahison et de démoralisation de nos troupes.

Tant que le régime actuel sera au pouvoir, nous perdrons l'une après l'autre toutes nos colonies. Il n'y a qu'une seule solution : changer le régime, changer les hommes, et montrer par une politique d'efficacité que la France s'arrête sur la pente de la décadence. En dehors de cela, rien à faire.

*
* *

Mais le caractère et l'étendue du drame algérien semblent encore échapper, à la fois, à une grande partie de l'opinion et au gouvernement lui-même. D'où l'incohérence des mesures, leur timidité dans tous les sens et, finalement, en dépit d'un gros effort, leur caractère incomplet et souvent inefficace.

Si les nécessités « militaires » de la situation sont beaucoup mieux comprises qu'il y a six mois, par contre, les nécessités internes, c'est-à-dire le caractère véritable du drame d'Afrique du Nord et les mesures politiques qui en découlent, ainsi que les solutions qu'on peut envisager, ne se dégagent nulle part, ni dans l'opinion, ni dans la ligne de conduite du gouvernement.

Certes, nous avons enfin compris que les opérations de maintien de l'ordre en Algérie ne pouvaient être menées ni avec le même matériel, ni avec les mêmes dispositifs qu'une campagne contre des armes modernes. L'emploi des hélicoptères, des parachutistes, des petits groupes, les opérations de pacification et de ralliement, constituent enfin, peu à peu, une doctrine militaire adéquate qui aurait dû être conçue et réalisée beaucoup plus tôt. Il y a près d'un an, maintenant, que la presse d'opposition demande la constitution d'une armée d'Afrique, telle qu'elle existait autrefois. On y vient peu à peu, mais encore timidement. Une armée d'Afrique véritable exige un commandement autonome, des troupes spécifiques, un armement et une logistique spéciaux, adaptés à sa mission. Nous sommes encore loin de cet idéal. On « commande » aujourd'hui seulement soixante hélicoptères. Il y a plus d'un an que les spécialistes ont aperçu l'importance capitale de l'hélicoptère : nous devrions en avoir déjà plusieurs centaines en action et surtout nous aurions dû, depuis longtemps, en fabriquer dans nos usines. Ce retard pèse lourdement sur nous aujourd'hui et nous le payons en vies humaines. Notre armée d'Afrique commence seulement. Arrivera-t-elle à temps ? Le régime est responsable à la fois des sommes immenses englouties dans nos dépenses militaires depuis dix ans et de l'inexistence d'une armée propre à défendre notre empire.

Ce n'est d'ailleurs pas tout. L'ancienne armée d'Afrique était originale, non seulement par ses formations et son équipement, mais encore par ses méthodes et son esprit. La réapparition des officiers des Affaires Indigènes a été un premier pas. Mais les questions qui se posent aujourd'hui sont infiniment plus délicates que celles qu'on avait à résoudre autrefois. Les opérations que nous avons à mener sont des opérations de police et de pacification, et par là, elles sont traditionnelles et ne diffèrent pas essentiellement d'opérations analogues, que nous avons eues à conduire avant 1914 et avant 1940, elles exigent le même sang-froid et la même connaissance des particularités locales. Comme autrefois, nous avons à « ramener » des villages et des tribus au loyalisme, tâche pour laquelle le canon n'est pas toujours l'instrument le meilleur. Mais, en outre, ce qui est entièrement nouveau, c'est que nous

avons aujourd'hui à faire face à l'emploi systématique de la terreur. Ce n'est pas pour rien que l'armée de libération appelle ses supplétifs, des « terroristes ». C'est qu'en effet, la terreur est leur arme principale. Contre cette terreur, nous n'avons rien imaginé. Notre parade psychologique est à peu près inefficace. Les réformes sociales sont inopérantes et tardives. Elles nous coûteront terriblement cher et ce n'est pas cela qu'on nous demande. Le régime est incapable d'inventer une politique de guerre psychologique parce que personne ne croit plus à ses promesses et à l'hypocrisie de ses principes dérisoires de liberté et d'égalité démentis par toute son action. Il est incapable de mener une politique de guerre tout court parce qu'il est incapable de mener une politique d'énergie.

C'est sur ce dernier point que le gouvernement, malgré ses bonnes intentions, est lié et paralysé, par la nocivité du régime. Il est évident que dans cette situation de guerre, le parti communiste joue le même rôle de trahison qu'en Indochine. Et il est évident également, que le gouvernement socialiste n'ose et même ne peut prendre aucune mesure contre le parti communiste. Cette équivoque pèse gravement sur son action. Il envoie des troupes en Afrique du Nord, mais il tolère en même temps que les mouvements de ces troupes soient signalés à leurs adversaires, que leur action soit paralysée par des agents, qu'un réseau communiste et crypto-communiste, dont l'état-major fonctionne ouvertement à Paris, complète la guerre psychologique qui nous est faite en lui donnant un prolongement dans la métropole. L'action communiste et crypto-communiste empêche toute négociation utile, en donnant l'impression que la France actuelle est incapable de défendre efficacement ses positions.

Notre tolérance à l'égard de cette trahison est interprétée en Algérie comme un signe de l'irrésolution de la France. Or, on sait assez que cette perspective de la capitulation française est, avec la terreur, l'arme principale employée contre nous. Elle est un élément capital de la prolongation des hostilités en Afrique du Nord. Une solution de paix et de justice n'est possible que si une détermination égale de la France à défendre son territoire, s'oppose à celle des insoumis. Le gouvernement français ne peut donner la preuve de cette détermination qu'en ouvrant des poursuites contre le parti communiste et en frappant à la tête, en France même, ceux qui sont les complices de l'action antifrançaise. Tant qu'une action énergique ne sera pas entreprise contre le parti de la trahison, il restera une incertitude sur l'attitude de la France en Afrique du Nord et cette incertitude ne peut que servir ceux qui souhaitent son éviction.

Des mesures dérisoires, comme l'inculpation de Claude Bourdet sont absolument inopérantes. Elles ne constituent qu'un trompe-l'œil, par lequel le gouvernement cherche à se soustraire à une action énergique. Ce n'est pas l'arrestation de M. Claude Bourdet qui peut agir sur l'opinion en Afrique du Nord, mais celle de MM. Duclos et Thorez, non l'interdiction de l' « Observateur », mais celle de l' « Humanité ». Cette mesure de propreté et de salut public, il est malheureusement évident que le gouvernement actuel est hors d'état de la prendre.

Il est incapable également de s'opposer à ceux qui démoralisent les troupes que nous envoyons au combat. Le sorbonnard Marrou fait miroiter complaisamment sa belle conscience bouleversée. Mais ce peseur d'atrocités dont l'oreille est si fine avait probablement un instant de distraction pendant qu'on massacrait des milliers de Français innocents en 1944, pendant qu'on martyrisait les Allemands vaincus et pendant que les Israéliens éventraient par centaines les femmes et les enfants arabes dans l'indifférence générale. Ce régime découvre des abîmes sous ses pas chaque fois qu'il veut défendre la nation. Alors il y renonce, c'est plus sûr.

***

Cette contradiction fondamentale n'est pas la seule cause de faiblesse de notre politique. A celle-ci s'en ajoute une autre de même ordre qu'il importe de dénoncer aussi énergiquement. De même que le parti communiste, malgré sa trahison, n'est pas mis en accusation pour son action antifrançaise, de même la population française d'Afrique du Nord continue à être l'objet des soupçons et de la méfiance du gouvernement. Tandis que la justice militaire découvre aujourd'hui le véritable rôle de ceux qui appelaient, il y a quelques mois, les Français d'Afrique du Nord, des « sudistes », le gouvernement conserve à l'égard des Français d'Algérie le même préjugé que l'équipe de l' « Observateur » : pour lui, les Français d'Afrique du Nord sont encore des Français de seconde zone, parce qu'ils sont suspects de sévérité à l'égard des politiciens qui les ont protégés comme on sait.

Ceci est l'envers de la « neutralité » du gouvernement à l'égard des communistes. Or, de même qu'il n'y a pas « détermination » de la France sans poursuites contre le parti communiste, il n'y a pas non plus « détermination » de la France, si le gouvernement n'est pas totalement et sans réticences aux côtés des Français d'Afrique du Nord qui demandent le droit de continuer à vivre dans le pays qu'ils ont fait. C'est leur volonté qui doit être consultée

en premier lieu, et non celle des partis politiques de la Métropole. C'est de leur vie et de leur destin qu'il s'agit et, par conséquent, c'est à eux qu'il appartient de définir les solutions. Ils ne sont pas dans cette affaire, des sujets dont on règle le destin, ils sont et ils doivent être les fondés de pouvoir de la France en Afrique du Nord. Non seulement, leurs conseils doivent être écoutés, mais ils doivent être sollicités. Le gouverneur général ne doit pas être un souverain qui règne sur eux, mais le délégué de la France, le ministre délégué par le gouvernement français, pour leur apporter le soutien et les armes de la Métropole et les mettre à leur disposition. Ce ne sont pas les partis du régime, clients de toutes sortes d'idéologies d'inspiration étrangère, qui doivent décider de l'Afrique du Nord, mais ce sont les Français d'Afrique du Nord eux-mêmes.

Ce n'est pas non plus une solution que de prétendre consulter « le peuple algérien » par des élections. Des élections contrôlées par les troupes françaises donneront évidemment des députés favorables à la France, comme des élections contrôlées par les fellaghas donneraient le même nombre de députés hostiles à la France. Cette façade permet de faire des grimaces devant l'O. N. U. Mais qu'est-ce que cela changera aux attaques et aux attentats des fellaghas ? Il y aura autant de crimes qu'avant, autant d'assassinats et de terrorisme. Nous n'aurons ajouté qu'une hypocrisie de plus.

***

Non, malheureusement, il faut regarder la vérité en face, il n'y a pas de solution en Afrique du Nord, tant que le régime actuel sera en place avec son impuissance et ses élucubrations.

Notre situation en Afrique du Nord est, en fait, plus grave que nous ne pensons si l'on en fait une analyse complète. Car enfin, quelles sont exactement les perspectives de la solution militaire ? Si nous recherchons une « pacification », cela suppose un jour ou l'autre, une sorte d'édit de pacification ou de solution de pacification qui tienne compte des causes de la révolte et nous amène, par conséquent, à octroyer une part de cette indépendance qui nous est demandée. Si nous voulons obtenir la disparition, soit par soumission, soit par extinction, des noyaux de rébellion qui se sont formés, ne faut-il pas beaucoup plus de troupes qu'il n'est question d'en engager, des opérations très longues, une occupation très dense, pour éviter que le feu ne reprenne là où on l'aura étouffé, et, finalement, pour consolider notre présence, la mise en place de nouveaux éléments européens qui constitueraient, à propre-

ment parler, une nouvelle colonisation ? Enfin, comment ces opérations de longue durée destinées à amener l'étouffement progressif de l'adversaire, peuvent-elles être menées à bien, si nous ne contrôlons pas militairement les deux ailes du dispositif, le Maroc et la Tunisie ?

On nous dit : « Frappons l'Egypte, armons Israël, mettons le feu au Proche-Orient ». Comme tout cela est dangereux et aléatoire ! Et comme cela témoigne de légèreté et de nervosité ! En quoi la campagne que nous menons en Algérie peut-elle être allégée par des opérations de guerre en Méditerranée orientale ? En quoi le fait que les canons et les avions des nations arabes seront mobilisés contre Israël peut-il diminuer le nombre des fusils et des mitraillettes qui parviennent aux fellaghas ? Qui ne voit qu'en nous constituant les ennemis du monde arabe, nous ne pouvons que multiplier les secours en argent et l'appui que reçoivent les terroristes algériens et, par là, augmenter leur force ? Quant à la guerre que nous aurons déclenchée, qui peut dire quelles en seront les répercussions et quelle en sera la fin ? Quelle folie, quel aveuglement, peuvent nous pousser à souhaiter une guerre de Corée à notre porte, une guerre qui peut pousser les Etats Arabes à des imprudences graves, à des décisions contraires à leur volonté, peut-être à une politique de désespoir dont le résultat serait d'installer les Russes en Méditerranée ?

Si nous raisonnions avec un peu plus de sang-froid, ne verrions-nous pas clairement, au contraire, que certains groupes discrets, que les puissances secrètes du régime, cherchent depuis quatre ans à nous précipiter de force dans l'alliance d'Israël et à faire de la France, quel qu'en soit le prix pour nous, le garant de cet Etat inviable, que ses parrains eux-mêmes n'osent plus soutenir ? Nos possibilités de négociation en Afrique du Nord, et peut-être notre situation elle-même vis-à-vis de tout le monde musulman, seraient sans doute tout autres, si, depuis quatre ans, nous n'avions pas été sournoisement et systématiquement du côté d'Israël contre les Etats Arabes, pour des raisons qui n'ont rien à voir avec la défense de notre Empire.

Au lieu de compliquer nos affaires avec des tirades renouvelées de « Terre retrouvée », gardons les pieds sur la terre et cherchons, tout en montrant notre décision et notre volonté de ne pas céder, à ménager la réconciliation qui devra bien intervenir un jour ou l'autre avec le monde arabe. Si nous voulons garder un Empire, sous une forme ou sous une autre, ne perdons pas de vue que nous ne pouvons le faire qu'en ayant de bons rapports avec les pays musulmans. Cette vérité était d'hier, et, quand les mitrailleuses se seront tues, elle sera encore de demain.

Faire la guerre est une chose, et, puisque nous la faisons, faisons-la sans faiblesse. Mais penser à la paix est une autre chose qu'il ne faut pas oublier, même en faisant la guerre, surtout en faisant la guerre. Car c'est finalement à la paix qu'il faut aboutir.

Ce qui importe avant tout, c'est que l'Algérie reste une terre attachée à la France. Mais nous avons à trouver les solutions de ce rattachement. L'intégration n'en est pas une, car, si elle était honnêtement appliquée, elle fausserait tout le mécanisme des institutions françaises par l'absorption d'une représentation allogène inassimilable ; et si elle est appliquée avec déloyauté, elle n'est nullement une solution, mais revient alors à s'accrocher au maintien d'un *statu quo* qui n'est plus viable. Le rattachement doit se faire tout naturellement, par le rôle qui sera donné aux Français d'Algérie dans un territoire peuplé à la fois de Français et de Musulmans. A partir du moment où se dégage comme un fait historique nouveau le sens de la communauté islamique, il devient à peu près impossible de maintenir, coûte que coûte, en Afrique du Nord, nos solutions anciennes. Il est naturel que les Musulmans d'Algérie se sentent unis à la communauté islamique. *Ce rattachement des Musulmans d'Algérie à l'Islam n'est pas nécessairement contradictoire avec leur rattachement à la France.* Mais pour trouver une solution qui mette ce fait en évidence, il ne faut pas prendre une position systématiquement hostile à l'Islam, mais au contraire chercher ce qui peut nous rapprocher de l'Islam. Que l'Islam comprenne que la France est absolument résolue à défendre son empire et que notre action politique et militaire soit la preuve de cette décision. Mais que l'Islam sache aussi que la France souhaite l'amitié des pays arabes partenaires naturels de la Communauté européenne entre Washington et Moscou. C'est en faisant clairement comprendre ces deux choses, c'est en ne minimisant pas l'importance du fait islamique mais en ne s'exagérant pas non plus les moyens *réels* de l'Islam, c'est surtout en ne perdant pas de vue l'évidence du double peuplement de l'Algérie que nous aurons des chances de trouver une solution politique juste et acceptable pour tous.

Mais le régime actuel est incapable de mener cette politique qui demande autant de fermeté que de sang-froid, autant d'autorité que de réalisme, c'est-à-dire tout autre chose que l'honnête bonne volonté de M. Guy Mollet. Pour le régime actuel, il n'y a pas de solution à la question de l'Algérie.

Maurice BARDECHE

Vers une Catastrophe en Afrique du Nord

Pour connaître à peu près la vérité sur l'Afrique du Nord et savoir ce qui va s'y passer, il ne faut pas lire la presse française, à part deux ou trois organes non conformistes. En métropole, les problèmes nord-africains sont truqués. En Afrique du Nord aussi parce que la presse importante se trouve entre les mains de personnes ayant trop d'intérêts considérables à essayer de sauvegarder et qui sont un jour chèvre, un jour chou. Jusqu'au moment où elles passeront dans le broyeur musulman pour sortir en boîtes de conserves avec l'étiquette : « Chèvre aux choux, à consommer sans danger ».

L'an dernier, je notais la campagne antifrançaise en Algérie du plus grand hebdomadaire illustré parisien. Aujourd'hui, renversement de la vapeur, les tumultes d'Alger « sonnent le réveil de la France ». Pourquoi, à six mois d'intervalle, ce retournement ? Très simple : un des associés de l'organe en question possède d'immenses propriétés dans le Constantinois, précisons : dans les environs de Bône. L'année dernière, quand le baroud n'était pas généralisé, un compromis pouvait faire espérer le sauvetage desdits domaines. Maintenant, plus d'illusions : si la France ne rétablit pas l'ordre, les propriétés risquent, d'abord de ne plus donner de rapports, ensuite d'être distribuées aux fellaghas. Alors, changement d'attitude et vive la France forte ! Erreur, M. le président-directeur général, c'était il y a un an qu'il fallait emboucher la trompette de l'Algérie française ! *Fugit irreparabile tempus !*

Pourquoi la presse nord-africaine qui mène grand bruit ne s'attaque-t-elle pas à la *cause réelle* des troubles, c'est-à-dire le pétrole nord-africain ? Parce que, immédiatement, les placards de publicité des pétroles n'alimenteraient plus les caisses des journaux. Alors silence et les Français d'Afrique du Nord continuent à se battre dans un tunnel ; tant pis pour les réalités

que l'on trouvera au débouché ! Entre les « sous » tout de suite et l'avenir, les magnats algériens n'ont pas su choisir. D'où la vérité truquée d'un bout à l'autre et la confusion volontaire des causes avec les effets qui ne permettent à rien de constructif et de durable de surgir du chaos.

Pour avoir des lueurs plus complètes sur l'Afrique du Nord, je suis donc devenu lecteur de *L'Action*, hebdomadaire officiel du Néo-Destour. Outre que le journal de M. Bourguiba est bien fait, il est plein de renseignements. Surtout, il ne laisse pas dans le vague pour l'avenir nord-africain depuis que Habib s'est posé en émancipateur de *toute* l'Afrique du Nord. Avec *L'Action*, pas d'équivoque, nous savons où nous mettons nos pieds. Il est même pénible de constater que l'action française (militaire et politique) y est *exactement* évaluée. Il y a des phrases que les réalistes que nous sommes, pourraient signer. Entre adversaires — je ne dis pas ennemis — il est excellent de se jauger à la valeur exacte sans se surestimer ni se sous-estimer.

Pour ceux qui auraient des doutes, je leur recommande l'article double page, du 16 janvier 1956, intitulé « Les forces en présence en Algérie » dans lequel je ne relèverai que cette phrase : « *...que quelques milliers de maquisards tiennent en échec* 200.000 *hommes, la France a d'ailleurs toute conscience de ce ridicule...* ». Hélas ! Alors n'est-ce pas, devant son impuissance, qu'elle se hâte de négocier aux moindres frais... C'est bien ce que pensent des hommes politiques français !

Puis, dans *L'Action*, on trouve aussi le bulletin régulier de M. Félix Garas... Mais oui ! Ainsi que la publicité des grands films américains. Soyons juste, des commerçants français lui donnent aussi des textes publicitaires. Puisque la France lâche, les « assurances sur l'avenir » commencent. C'est régulier, *primum vivere !*

Ce journal nous apprend que la politique de Gribouille continue à Alger en ces termes :

« *M. Bendjelloul avait été en septembre dernier l'animateur — inattendu — du groupe des* 61 *élus algériens qui se sont prononcés contre l'intégration.*

« *Son attitude, alors, avait suscité maints commentaires. Certains le présentaient comme l'administratif repenti, converti, revenu à la raison. Ceux-là ont vite déchanté.*

« *Car, depuis de longues semaines le député de Constantine s'est singulièrement calmé et ceux qui connaissent les penchants traditionnels de M. Bendjelloul ont cherché la raison de ce refroidissement subit, dans... le compte en banque du député.*

« Ainsi, on put découvrir — c'est du moins ce qu'on raconte — que ledit compte s'est grossi, ces dernier temps, de la modique somme de cinq millions venant tout droit de la caisse noire du Gouvernement général d'Alger.

« Moyennant quoi la conscience de Bendjelloul s'est calmée... pour un temps. Jusqu'à sa prochaine et opportune crise nationaliste. Mais c'est là un jeu qui peut... coûter cher. »

Autrement dit, la politique de l'accrochage aux poutres pourries se poursuit. Inutile de s'étonner que rien n'aille mieux en Algérie, mais gageons que ce bon fric sera perdu car, après un tel avertissement, M. Bendjelloul sait ce que cela signifie. Il y a des centaines de précédents.

Le même journal ajoute :

« Cela se passe dans le hall de l' « Aletti » grand hôtel d'Alger, antichambre et aimable prolongement de la moribonde Assemblée Algérienne. Plusieurs « députés » sont là, qui détruisent et reconstruisent, autour de whiskies sodas, l'Algérie.

« Entre M. Ben Taieb, « élu » oranais, bien pensant et connu dans toute l'Algérie pour ses « oui » dociles à toutes les demandes du Gouvernement.

« M. Ben Taieb s'avance d'un pas aussi digne que possible vers le bar.

« Une grosse enveloppe glisse de ses dossiers et s'étale sur le tapis. On peut lire l'en-tête : Gouvernement Général de l'Algérie. *M. Ben Taieb est déjà près du bar et sourit à quelque belle dame lorsqu'il s'entend interpeller à travers la salle : « Ben Taieb, vous perdez votre argent ! »*

A quoi sert tout cet argent versé à des hommes démonétisés ? A la rigueur, nous comprendrions encore si chaque soldat français se battant en Afrique du Nord touchait aussi sa petite enveloppe. Nous aimons bien les musulmans, mais enfin, il y a des foyers de « rappelés » à 1.000 balles par mois qui crèvent de faim ! En plus de cette politique désuète et sans profit à suivre pour la France, *L'Action* attaque très dur le général Franco, à propos du Maroc espagnol, à la fois par le texte et par le dessin. Ici même nous avons montré l'incohérence de la politique espagnole au Maroc qui, cédant aux conseils américains, devint le véritable soutien des rebelles marocains par la voix de Radio Tétouan, par la contrebande d'armes, par les passages des agitateurs, par l'asile donné aux Rifains du Maroc français se réfugiant en zone espagnole après les rezzi en territoire français. De ce côté, il y a du nouveau.

La francophobie du général Garcia Valino, commissaire général du Maroc espagnol, aveugla le gouvernement de Madrid. « Travaillé » en secret par les envoyés du Caire, le Maroc espagnol est devenu antiespagnol au point que l'éminence grise de Valino, M. Abdel Khalek Torrès, ministre des Affaires Sociales du Khalifa de Tétouan, a donné sa démission le 9 janvier 1956 en signe de protestation contre un « Plan de Réformes » proposé par Madrid. Le même jour, les « nationalistes » du Maroc espagnol réclamaient l'unité et l'indépendance du Maroc sous peine de grabuge et, pour montrer qu'il ne s'agissait pas d'une plaisanterie, la première bombe terroriste éclatait à Tétouan, en plein centre de la ville et en plein jour, le 10 janvier dernier. Dès le 16 (rapidité de synchronisation), *L'Action*, imprimé à Tunis, publiait un grand papier de son correspondant à Casablanca : « *Franco au pied du mur* ».

Tout cela (caché par la presse française) est important : le Maroc va vers une insurrection rifaine généralisée dirigée contre la France, l'Espagne et le sultan actuel. Alors apparaît l'escroquerie morale d'avoir fait croire les Français à l'unanimité du Maroc autour de Sidi Mohamed ben Youssef auquel Abd el Krim, chef de l'armée de libération, a fait savoir à diverses reprises qu'il aurait le cou coupé. C'est devant cette menace d'insurrection rifaine — 5.000 hommes actuellement, en 1926 Abd el Krim en arma 300.000 — que feu le Glaoui et le sultan se réconcilièrent pour ne pas être désunis devant la force montante d'Abd el Krim contre lequel il fallut envoyer Pétain en personne et 250.000 hommes. Quand le prince Hassan déclara que « Si l'armée française n'était pas assez forte, son père se trouverait bientôt dans la position de Bao Daï », cela signifiait que les milieux intéressés savent à quoi s'en tenir sur ces révoltes que l'impéritie française a laissé transformer en vague panarabe. Tout est d'ailleurs admirablement monté. Des difficultés de l'Espagne au Maroc pourraient déclencher des difficultés intérieures en Espagne et Franco ne disposera plus des *regulares* rifains comme en 1936. Cela au moment précis où les U. S. A. transforment la péninsule ibérique en base atomique méditerranéenne. Après s'être servi des Américains pour évincer les Anglais d'Egypte, le colonel Nasser a secoué l'emprise américaine et accepté les livraisons d'armes soviétiques. Or, au Rif, ce sont les armes qui manquent... pour le moment. Politique d'apprenti-sorcier de l'Espagne, mais étrange action antiaméricaine de l'Angleterre si l'on considère que la politique de l'U. R. S. S. peut être « normale » devant la poussée américaine antisoviétique à travers l'Afrique du Nord, base de départ pour le Moyen-Orient.

La situation est donc extrêmement grave et nous allons vers une balkanisation peu ordinaire de l'Afrique du Nord grâce à la courte vue de l'Espagne et à une attitude pour le moins curieuse, de gouvernants français par trop influencés par les pétroliers étrangers. La moralité de l'histoire serait « drôle » si tous ces calculs tortueux étaient coiffés par un panarabisme *intégral* ! En arrêtant les livraisons d'armes à l'Arabie Séoudite, les Etats-Unis montrent qu'ils ont compris trop tard, mais en livrant des armements lourds à l'Egypte sous l'étiquette « ferraille », les Britanniques ont découvert un machiavélisme lourd de lendemains sombres pour l'Afrique du Nord française... et peut-être l'Espagne américanisée.

L'autre indice de ces jeux anglais et soviétiques de plus en plus convergents est l'actuelle « liquidation » amiable (avec de solides traités économiques) d'une partie de l'empire colonial britannique : « intégration » de Malte *malgré une majorité* d'abstentionnistes (propagande catholique), régime du Commonwealth aux Etats de Malaisie et aux Antilles anglaises ; des Etats noirs vont suivre... Vraiment étranges concordances... vers lesquelles des gouvernants français poussent la France...

Les Français d'Afrique du Nord, auxquels on cache ces manœuvres internationales, se débattent donc en pure perte puisqu'ils ignorent ce qu'ils représentent exactement comme enjeu ! Peut-être ne lisent-ils pas assez, en particulier des journaux comme *L'Action* où l'on peut assez bien deviner entre les lignes. Le ton pris par ce journal pour l'incident des 107 employés français congédiés par le ministre des Travaux Publics de Tunisie, malgré l'article 19 des Conventions, malgré la protestation du Haut-Commissaire de France, indique le poids que pèseront les Accords franco-tunisiens dans quelque temps !

Car la Tunisie veut son armée nationale malgré la protection assurée par l'armée française ; ce fut un des points essentiels soulevés au Conseil National du Néo-Destour du 21 janvier dernier (avec la demande d'une rigueur plus accentuée de l'épuration caïdale et administrative... et française). On a oublié encore d'informer les Français d'un petit détail qui a une certaine valeur. Des propriétés domaniales de Tunisie ont été distribuées à 10 des 65 résistants des Hamamas, le 20 janvier 1956. *Il reste* 7.000 *résistants ou familles de résistants* qui « attendent leur reclassement social » à pourvoir. Or, on ne donne que des terres domaniales ayant des points d'eau. Lorsqu'il n'y aura plus de domaines de l'Etat avec des puits (il y en a très peu) où prendra-t-on les terres cultivables et habitables ? Commence-t-on à comprendre l'inquiétude des colons européens ?

Dans un numéro précédent de « D. O. », il fut expliqué que certaines troupes françaises ne paraissaient pas armées avec décence. Dans l'express Paris-Bordeaux, je voyageais récemment avec des « maintenus » en permission. L'un d'eux, approuvé par ses camarades, me dit qu'on leur enlevait leurs mitraillettes pour les remplacer par des Lebel et que l'on adjoignait un gendarme aux patrouilles :

— Le « crouïa » qui vous tire dessus, il faut essayer de le prendre vivant... 48 heures après, il est relâché.

Quel moral pour une armée et comme on comprend *L'Action* lorsqu'elle écrit : « *...une solution militaire favorable à la France est impossible, même si l'on double ou triple l'effectif total des forces...* » (16-1-56). Mais au profit de qui, ce rôle de cocu de la France ?

Pour terminer, prenons une information de *L'Action* que nous n'avons pas vue dans la presse française :

« *Au début de la semaine dernière un « homme d'affaires » tunisien prenait l'avion. Il allait en Egypte et en Indonésie, via Zurich. La douane ou les renseignements généraux, intrigués, s'avisèrent de fouiller le partant, minutieusement.*

« *Ils découvrirent sans doute des documents importants puisque le voyageur fut retenu à El Aouina. Ramené à Tunis, il fut laissé libre... Vendredi il était arrêté.*

« *M. Kamal Ben Romdane, car c'est de lui qu'il s'agit, connu pour ses sympathies youssefistes, semble impliqué dans une affaire de « trafic d'armes ». Les documents saisis sur lui seraient relatifs à l'achat d'un lot très important de mitraillettes d'Indonésie « pour le compte de deux firmes de Zurich ».*

« *Il se trouve, dit-on, que c'est M. Ben Youssef qui a introduit M. Kamal Ben Romdane auprès de ces firmes.* »

Nous publions ces renseignements au cas où les autorités compétentes auraient besoin d'adresses pour se procurer des armes modernes à la place des flingues modèle 1880. Car si j'avais un avis à émettre sur la querelle Bourguiba-Salah ben Youssef, j'établirais un parallèle entre Bourguiba-Pétain et Ben Youssef-de Gaulle, mais avec la quasi-certitude d'une embuscade finale le jour J (sauf « accident » de dernière heure) ; la Tunisie « nationale » pour les uns, panarabe pour les autres.

Pierre FONTAINE.

N.-B. — Voici, au dernier moment, une information quasi-officielle venant de la Commission exécutive de l'U. D. S. R. présidée par M. Mitterand, garde des Sceaux :

« *L'U. D. S. R. R. D. A., devant les manifestations intolérables de l'ingérence étrangère en Algérie, demande au gouvernement français d'engager sans retard et avec énergie une double action diplomatique :*

« 1). *Auprès du gouvernement égyptien, pour protester contre l'aide apportée aux rebelles algériens tant par la propagande que par tous autres moyens, cette protestation devant aller jusqu'à la rupture des relations diplomatiques, si des garanties suffisantes ne sont pas obtenues.*

« 2). *Auprès des gouvernements alliés de la Grande-Bretagne et des Etats-Unis, pour que cessent toutes activités divergentes et contraires à la solidarité atlantique en Afrique du Nord.* »

Enfin, après trois mois de silence qui suivirent les révélations sur les trafics d'armes en Afrique noire française (par la Nigeria anglaise en particulier et par un service régulier), voici une information publiée par quelques journaux (le 19-2-56) :

« *A l'Assemblée de l'Union française, le général Mussonier a confirmé, devant la commission de défense, l'existence d'un trafic d'armes vers l'Afrique noire française.*

« *Deux voies sont utilisées : l'une dans le sens Soudan-Tchad-Cameroun, l'autre, de moindre importance, à travers le Tibesti, entre les tribus du Tchad et de la Libye. Cette dernière voie a été facilitée par l'évacuation des garnisons françaises du Fezzan.* »

AU SERVICE DE LA MODE

ET DU

BON GOUT FRANÇAIS

FERNAND SAUX

TAILLEUR & EX-COUPEUR
– DE GRANDE MAISON –

HOMMES & DAMES

Remise 10 % aux lecteurs de "Défense de l'Occident"

44, Avenue de la Bourdonnais - **PARIS 7e**

Téléphone : INV. 45 - 83

Métro : Ecole militaire

Londres à la Croisée des Chemins

« La politique britannique au Moyen-Orient est une faillite », a écrit en février dernier la revue hebdomadaire « Spectator », qui diffuse en général les opinions du parti conservateur. Telle est la leçon des entretiens Eden-Eisenhower de Washington. De toute la discussion entre le Président et sir Anthony n'est sorti rien d'autre qu'un accord pour voir ce qui peut être fait à propos d'Israël et des Etats arabes, et un autre accord pour conserver respectivement ses propres vues à propos de l'Arabie Séoudite et du pacte de Bagdad. La politique anglo-américaine s'est précipitée elle-même dans un tel bourbier au Levant qu'il devient évident que n'existe maintenant aucun moyen facile de s'en sortir. » Ce commentaire est, après tout, fort modéré si l'on tient compte de tout ce qui se dit dans la presse londonienne, depuis deux ou trois mois, sur la faillite politique d'Eden, non seulement au Moyen-Orient, mais dans tous les autres domaines. Les résultats de la visite du premier ministre, tant à Washington qu'à Ottawa, furent sévèrement critiqués, aussi bien dans la presse tory que dans les feuilles de l'opposition travailliste. Or cette visite devait, aux yeux de l'opinion, constituer une sorte de « test » de la valeur et des capacités politiques de celui qui succéda, à la suite d'une longue préparation « technique » dans l'ombre du maître, à sir Winston Churchill. L'opinion a été déçue et, si elle ne réclame pas encore ouvertement la démission du dandy de l'ancienne S. D. N., par contre, elle a tendance à toujours davantage accorder ses faveurs aux travaillistes. C'est que les commentaires des journaux londoniens sur Eden ont manqué vraiment de tendresse. Même Randolph Churchill, qui suivit pour l' « Evening Standard » la conférence de Washington, ne cache pas sa déception, et parle sévèrement de la « déclaration pompeuse » qui en sortit, « ramassis de platitudes pieuses » et « de vieux clichés », car, ajoute le fils de sir Winston, « quand les hommes d'Etat et les politiciens ne pensent à rien en particulier, ils se réfèrent inévitablement à Dieu ».

Le « Daily Telegraph », organe conservateur, dont les « leaders » font autorité, a observé pour sa part : « La diplomatie du sommet comporte des avantages nettement définis. Elle fait tout d'abord naître des espoirs qui sont trop souvent déçus. Si l'on aboutit à des accords, le sommet leur donne un maximum de publicité. Ils naissent, pour ainsi dire, avec un microphone d'argent dans la bouche. Mais si aucun progrès ne se réalise, ou très peu, la faillite relative s'enfle de même pour devenir un véritable désastre ». Et d'enchaîner : « La diplomatie de l'arc-en-ciel connaît seulement deux résultats : le succès ou l'échec. Or comme la visite d'Eden à Washington n'entre pas dans cette première catégorie, force nous est de la ranger dans la seconde ». Puis le « Telegraph » attaque résolument cette diplomatie de place publique, innovée d'ailleurs par Eden lui-même, reprise pour d'autres raisons par Boulganine et Khrouchtchev, voire par Mendès, et qui a cours depuis quelques années. Le quotidien souligne particulièrement le cas de Selwyn Lloyd, le nouveau Foreign secretary qui a remplacé Macmillan, atteint d'une bougeotte vraiment excessive puisque, après Washington et Ottawa, il s'est rendu successivement à Kaboul, New-Delhi et Karachi, sans compter quelques autres capitales de deuxième zone : « Seulement dans des circonstances exceptionnelles, écrit le « Telegraph », un homme qui prend des décisions importantes a besoin de se rendre sur place pour juger par lui-même. Que peut voir, en quelques jours, sinon en quelques heures, un ministre que n'ait vu son ambassadeur ? En guerre, le mouvement peut signifier la victoire. En diplomatie, il est synonyme d'évasion ». Ces vives critiques s'expliquent si l'on sait que, du point de vue politique, rigoureusement rien n'est sorti de la rencontre de Washington, pas même un resserrement de l'entente anglo-américaine, puisque des divergences assez profondes subsistent à propos du commerce avec le bloc soviétique, la position et l'avenir de Formose et la situation dans le Moyen-Orient.

A Ottawa, Eden n'a pas rencontré plus de succès et, à la veille même de son arrivée, le « Financial Times » de Montréal l'accueillait en ces termes : « Personne ici n'attend beaucoup de la visite du premier ministre britannique. Il est considéré comme une force épuisée. De plus, il y a très peu de choses que nous désirons du Royaume-Uni, sauf de plus larges achats de notre blé. Or il est douteux que sir Anthony vienne avec ce dessein en tête ». En effet, le « glamour boy d'il y a vingt ans qui est aujourd'hui un homme épuisé », comme dit encore le « Financial Times » canadien, était allé à Ottawa dans l'espoir d'obtenir de meilleurs arrangements commerciaux, non pour

acheter davantage de blé. Bien entendu, rien de décisif ne fut accordé à Eden, d'autant plus que l'atmosphère de sa visite fut troublée par un incident : sir Archibald Nye, haut-commissaire britannique au Canada, déclara au cours d'une réunion privée que « les pays du monde libre n'ayant pas reconnu la Chine communiste avaient commis un grave faute » ; or le Canada est au nombre de ceux-là, et cette remarque désobligeante autant que ridicule fut assez peu appréciée par les Canadiens même si, poussés par la passion du « Big Business », ils imitent aujourd'hui Londres et commencent à commercer avec le bloc soviétique.

La visite à Ottawa comportait des objectifs économiques, car une fois de plus la Grande-Bretagne se trouve aux prises avec d'inextricables difficultés financières. C'est là aussi qu'Eden tombe sous le coup des violentes critiques de la presse londonienne, qui estime que sir Anthony ignore tout des problèmes intérieurs. Or, chez les Anglais, les batailles électorales ne se gagnent pas sur les champs de la diplomatie internationale, mais autour du coût de la vie, du prix d'une chemise et d'une miche de pain. Le ventre d'abord ! C'est la loi impérieuse des régimes démocratiques. L'empire ? Les Britanniques n'y pensent plus guère, encore que lors de son discours mémorablement ennuyeux de Bradford, où il prononça sa propre apologie, Eden ait été bousculé par une jeune dame qui, montant à la tribune au cours d'un moment d'inattention générale, lui reprocha en termes secs de procéder lui aussi à la liquidation de l'empire. Une douzaine de policiers, cependant, intervinrent et ne permirent pas à la dame d'épancher davantage son cœur : M. Eden, qui ne parle déjà pas très bien, en aurait perdu le fil de son discours...

Difficultés économiques est probablement même devenu, à l'heure qu'il est, un euphémisme. C'est d'inflation qu'il s'agit. L'inflation est aux portes de Westminster, et l'on se demande bien comment Macmillan tirera son pays d'affaire. Lénine déclarait une fois que « l'inflation est le meilleur moyen de venir à bout du capitalisme ». Khrouchtchev et Boulganine viennent se rendre compte en avril, par eux-mêmes, de l'état de décomposition du cadavre capitaliste. Cependant, avril c'est aussi le mois du budget en Grande-Bretagne et, déjà, l'on sent que le chancelier de l'Echiquier serre la vis. Le « Daily Mail » écrit sans rire qu'il s'agit d'une « crise de prospérité ». Mais Edward Boyle, secrétaire financier du Trésor, a dit : « Nous ne devons pas sous-estimer la gravité de nos difficultés actuelles... Nous ne pouvons pas continuer ainsi ». L'an dernier le déficit de la ba-

lance commerciale fut de deux cent soixante-cinq millions de livres de plus qu'en 1954, et le déficit total atteint actuellement huit cent soixante-cinq millions de livres. Fin 1955, les réserves d'or et de dollars avaient baissé jusqu'à sept cent soixante-huit millions de livres. Tout cela, en dépit d'une augmentation de la production générale : mais cette augmentation aurait pu être bien plus considérable, n'avait été une perte par suite de grèves de trois millions sept cent quatre-vingt-quatorze mille journées de travail durant l'année écoulée, soit plus du double de 1954 et plus aussi que pendant la grève générale de 1932. Ce bilan ne comprend d'ailleurs même pas les journées perdues en « go slow », c'est-à-dire en manœuvres de ralentissement du labeur, en conséquence d'inimités syndicales, de rivalités ouvrières ou de protestations pures et simples. Ces pertes pour l'industrie britannique sont d'autant plus sensibles que, durant la même année 1955, douze millions de salariés touchèrent des augmentations de salaires et que cent quatre-vingt mille d'entre eux bénéficièrent d'une réduction de la durée de travail hebdomadaire. Mais tout cela n'empêche pas que l'agitation sociale demeure, et l'on craint que les dernières mesures prises par Macmillan ne donnent à cette agitation de nouvelles raisons de se manifester.

Ce que l'on reproche au gouvernement est de ne pas agir une fois pour toutes avec la crise économique, de ne pas avoir encore percé l'abcès. « On nous a dit, observe la revue « Time and Tide », que, lorsqu'il disposerait d'une bonne majorité, le nouveau gouvernement conservateur réglerait les problèmes urgents dans les six premiers mois, et ensuite s'attacherait à calmer l'orage. Or il a employé huit mois à ne rien faire, sinon à dissiper sa propre bonne volonté, et les manifestations d'inquiétude chez les tories comme chez les travaillistes viennent plutôt tard que trop tôt ». Et la revue d'ajouter : « Il y a dix ans, Stafford Cripps déplorait que les problèmes économiques soient résolus avec des expédients temporaires qui, quand ils étaient épuisés, conduisaient à une nouvelle série de crises économiques. Le premier gouvernement conservateur promit en avoir fini avec cette manière de procéder, et c'est sur la base de cette promesse que son mandat fut renouvelé. Mais maintenant nous sommes de retour aux expédients, exhortations au peuple, restrictions du crédit, tours de passe-passe fiscaux, et d'autres perspectives de contrôle économique ». Aujourd'hui, l'inflation pèse sur le destin de la nation comme une épée de Damoclès : « Il y a dix-huit mois, remarque le « Telegraph », les signes de l'inflation étaient difficiles à interpréter. On les dis-

tingue maintenant parfaitement. Nos réserves sont dangereusement basses. Et les dernières augmentations de salaires vont encore mettre davantage d'argent en circulation ».

De même que, pour Lénine et ses héritiers, l'inflation provoque l'état de décomposition rêvé dans les Etats « capitalistes », de même l'agitation sociale actuelle offre des possibilités idéales aux manœuvres subversives des communistes britanniques. Numériquement, on le sait, ces derniers ne disposent d'aucune force réelle. Par contre, le mécontentement populaire d'une part, l'apathie de certains dirigeants des Trade-Unions d'autre part, leur permettent en ce moment de noyauter toujours plus profondément divers gros groupes syndicaux. Leur objectif est tout naturellement d'exploiter ce mécontentement au maximum et de provoquer, par des grèves de plus en plus fréquentes, la faillite économique définitive du pays. Ce plan diabolique est accepté par Aneurin Bevan, qui reprend du poil de la bête au sein du Labour et profite d'une certaine mollesse de Gaitskell pour s'imposer à nouveau.

Le rebondissement de l'affaire Burgess-Maclean, dont l'apparition inopinée devant deux journalistes britanniques le 11 février, au cœur de Moscou, a déclenché une vague de commentaires plus entortillés les uns que les autres dans la presse britannique, rappelle à tout le moins qu'aucun pays n'est à l'abri des cinquièmes colonnes du bolchevisme. Sur cette affaire sordide, ténébreuse et emmêlée, nous avons dit l'essentiel dans une précédente chronique. Reste que le fameux « troisième homme » qui avertit Burgess de son renvoi immédiat du Foreign Office et Maclean de la surveillance discrète dont il faisait l'objet, n'a jamais été trouvé, et que les autorités officielles agissent en l'occurrence avec la même coupable lenteur que la IVe République dans le scandale des piastres indochinoises et dans celui des « fuites » de secrets militaires à l'époque de Dien-Bien-Phu. Reste aussi que Burgess et Maclean, dans la déclaration dactylographiée qu'ils remirent aux deux journalistes britanniques à Moscou, prétendent avoir depuis longtemps avant leur fuite considéré les lignes politiques suivies par le Foreign Office comme « inacceptables », eux et également « beaucoup d'autres fonctionnaires ». Ces fonctionnaires sont-ils connus ? S'ils le sont, leur a-t-on demandé de venir s'expliquer ? Il est évident que si la Grande-Bretagne disposait d'un Mac Carthy, Moscou n'aurait jamais pu pénétrer aussi profondément à l'intérieur des

services les plus secrets de la politique britannique. Des Américains, et notamment le général Mac Arthur, rendent responsable de l'issue défavorable du conflit coréen la négligence coupable des Britanniques. On mesure vraiment l'étendue de la trahison des deux ex-diplomates lorsqu'on sait que Burgess, en particulier, travailla pour le S. O. E., organisation secrète britannique, et qu'il eut plusieurs contacts avec les services de sécurité et de contre-espionnage du M. I. 5. Il est bel et bon, comme le « Daily Express », de qualifier Burgess d' « homosexuel alcoolique » et Maclean de « marionnette du Kremlin » : mais le reproche se retourne contre le Foreign Office, dont le premier faisait partie depuis 1939 et le second depuis 1935.

L'invitation à Boulganine et Khrouchtchev à venir visiter la Grande-Bretagne fin avril pour une dizaine de jours environ indique par ailleurs que Londres n'entend toujours pas tourner le dos complètement à Moscou. Avec des scrupules démocratiques qu'il n'avait pas à l'égard d'Hitler, qui défendait en principe l'existence de l'empire britannique, ni à l'endroit de Mussolini, qui sans les sanctions ne se serait jamais retourné contre l'Angleterre, Eden a déclaré à Washington à propos de l'invitation adressée aux chefs soviétiques : « Je ne considère pas comme une mauvaise chose de m'entretenir avec ceux dont je ne partage pas les opinions ». Et voilà ! Le bloc soviétique, surarmé, menaçant, agressif, est réduit à une opinion, de même sans doute que l'occupation par les rouges de toute l'Europe orientale, de même que Katyn, Vinitza, les camps de Sibérie, la mise à mort de millions d'hommes, l'agression coréenne, le blocus de Berlin, la guerre d'Indochine, de même sans doute encore que les manœuvres subversives mondiales et les propos délirants de Khrouchtchev et Boulganine contre l'Occident en général et la Grande-Bretagne en particulier. Vraiment, M. Eden a peu évolué depuis l'époque de la S. D. N. et il croit encore probablement qu'on attache les chiens avec des saucisses. Mais le « Recorder » l'a averti : il serait à jamais déconsidéré s'il agissait contre ceux qui, inévitablement, en avril prochain, recevront Khrouchtchev et Boulganine à coups d'œufs et de tomates.

A l'instar de nombreux autres organes de la presse britannique, le « Recorder » considère que la visite de Khrouchtchev et Boulganine n'a aucun intérêt, sauf pour eux-mêmes, car elle constitue du point de vue communiste une gigantesque manœuvre de propagande. Le fait que les deux gaillards seront reçus par Elizabeth en son château de Windsor, par exemple, comportera d'immenses répercussions à travers tout le Commonwealth:

la reine les accueillerait-elle s'ils étaient de sanglants potentats, couverts de crimes, de ruines et de larmes devant l'histoire ? Ou bien l'hypocrisie britannique va-t-elle jusqu'à faire passer aux yeux de son peuple comme deux gentlemen, pour les besoins de la cause et probablement les impérieuses nécessités du « Big Business », deux individus qui sont tout au plus des moujiks grossiers, vulgaires et assez peu recommandables ? Il est certain qu'une importante partie du public britannique voit d'un mauvais œil la venue des « duettistes » de Moscou. La réception offerte en son temps à Tito, le meurtrier de Milhaïlovitch que l'Angleterre abandonna bassement, avait déjà provoqué quelques réactions assez vives. La visite du Négus en 1954 fut stigmatisée par ceux qui estiment inutile de perpétrer le souvenir des injustices commises à l'égard de l'Italie. Mais Khrouchtchev et Boulganine, c'est évidemment encore beaucoup plus grave. C'est l'ennemi implacable, dont la menace n'a fait qu'augmenter et dont l'appétit est universel, qu'on va recevoir en grande pompe, sans le scrupule d'un souvenir pour la Pologne sacrifiée, pour les Etats baltes décimés, anéantis par le rouleau-compresseur, de la révolution bolcheviste, pour l'héroïque Finlande de 1939 et pour les millions d'Européens de l'Est, sacrifiés sur l'autel de la « victoire » de 1945, qui souffrent sous les chaînes de l'esclavage le plus diabolique de tous les temps. Le gouvernement britannique, d'ailleurs, ne se leurre pas sur les vives réactions que va déclencher cette visite. D'importantes forces de police seront en service et, lors de leurs déplacements, Khrouchtchev et Boulganine seront de façon permanente escortés par une vingtaine de policiers montés sur motocyclettes et plusieurs voitures du Yard bourrées d'agents. De plus, cinquante détectives spécialisés veilleront nuit et jour sur la personne des deux Soviétiques.

On nous dit que Boulganine et Khrouchtchev viennent à Londres en mission de bonne volonté. Si cela était vrai, un tel déploiement de forces de police serait-il nécessaire ? On a quelque raison de penser qu'Eden, pris à son propre piège, regrette aujourd'hui l'invitation inconsidérée de l'été dernier, adressée par lui personnellement aux Soviétiques au milieu de l'euphorie genevoise. Ce piège est plus profond qu'on ne l'imagine : à supposer que, pour lui rendre la pareille, Boulganine et Khrouchtchev invitent par la suite Eden au Kremlin, que fera-t-il ? « En acceptant, écrit le « Recorder », Eden causerait un tort incalculable à l'alliance anglo-américaine ». Nous ne sommes plus, en effet, à la brève accalmie fournie par l'épisode genevois. La guerre froide a repris avec une implacable rigueur.

De trop nombreux contacts anglo-soviétiques, en ce moment, pourraient laisser penser qu'Albion prépare, à l'Amérique aussi bien qu'à l'Europe occidentale, un de ces coups perfides dont elle a le secret. Eden avait été hissé au pouvoir par le suffrage universel, le 26 mai dernier, pour suivre, sur le plan intérieur une politique de rénovation économique, et sur le plan international une ligne résolument pro-occidentale et anticommuniste. Or l'inflation menace. De plus, les entretiens de Washington ne donnèrent rien. Enfin, l'invitation aux leaders soviétiques a été maintenue. Ce n'est pas pour ce programme que le peuple britannique accepta de renouveler son mandat à Eden. Déjà les humoristes s'en donnent à cœur-joie : « Sir Anthony songe à démissionner et à confier le pouvoir à un plus jeune, Churchill par exemple ». Est-ce le chant du cygne pour Eden ?

Pierre HOFSTETTER.

Retenez chez votre marchand notre prochain numéro

Le Poujadisme

numéro spécial, 150 pages

L'histoire du mouvement Poujade, les raisons de son succès. Son organisation, ses idées, ses hommes. Les problèmes du poujadisme. L'opposition antipoujadiste. Les nouveaux courants. L'avenir du poujadisme.

MISE EN VENTE : 25 MAI PRIX 240 FRANCS

L'O.N.U. et le Problème des Réfugiés Arabes

Il n'est plus de jours qui se passent sans qu'une manifestation de la solidarité musulmane se produise en Proche et Moyen-Orient. Le réveil du panarabisme a deux causes essentielles qui ne relèvent en rien de l' « idéal démocratique » : le pétrole de l'Etat d'Israël, donc le problème des 700.000 réfugiés musulmans.

L'Arabie Séoudite, le membre le plus agissant par ses subsides des perturbations du Moyen-Orient, immense pays (1 million 750.000 kilomètres carrés), à faible population (6 millions d'habitants) n'avait aucune histoire moderne ; ses tribus étaient occupées à s'entre-déchirer tant que le pays ne se révéla pas pétrolifère. Elle était un des « Etats » les plus pauvres d'Asie Mineure et ne subsistait que de la charité musulmane des voisins et des dîmes prélevées sur les pèlerins de la Mecque. Aujourd'hui, le pétrole procure au Trésor arabien environ 150 millions de dollars par an, plus des avantages en nature : voies de communications, édifices publics, armements modernes, etc...

Richesse pour les tenants du pouvoir ne signifie pas beaucoup de mieux-être à l'ensemble de la population, d'où mécontentement qui se généralise sous des pressions extérieures malgré les précautions de l'ancien roi de prendre femme dans chaque tribu importante et de marier sa quarantaine de fils-princes à des filles de chefs de fractions éloignées pour affirmer le loyalisme à son pouvoir central.

Malgré ces sages mesures d'alliance, les compétitions pétrolières payant comptant, certaines tribus commencèrent à s'agiter. Ce fut l'incident de l'oasis de Buraïmi. Le nouveau roi dut prendre en main les Ikwans, les meilleurs guerriers arabiens, fanatiques wahabites, pour les poster aux points stratégiques que pouvaient menacer des tribus soudoyées par les concurrents de ses concessionnaires pétroliers. En même temps, agis-

sant comme membre de la Ligue Arabe, la nouvelle Arabie Séoudite joua le rôle de Père Noël en bouchant les trous des budgets de ses voisins. Diplomatie pleine d'astuces dont le but « secret » est surtout d'empêcher une coalition. « Croissant fertile », musulman « orthodoxe », contre le schisme musulman wahabite d'usage arabien. Or, le meilleur moyen d'éviter les heurts internes est de fixer un objectif extérieur, dénominateur commun de l'ère musulmane : l'installation d'Israël en Palestine. L'Arabie Séoudite, grâce à l'argent du pétrole, devint le moteur du prêche antiisraélien en imposant, pour la première fois au monde, des clauses antiraciales dans le contrat d'Etat accordant la priorité pour les transports du pétrole arabien exploité par l'A. R. A. M. C. O. à M. S. Onassis, armateur. L'antisémitisme sévissant déjà à l'état latent devenait un pôle d'action commun panarabe répétant à l'arrière-plan les querelles entre musulmans schismatiques.

Nous avons précédemment examiné l'opportunité de créer un Etat israélite en plein cœur de pays musulmans et nous avons écrit que nous ne croyions pas à sa viabilité. Le résultat est, qu'actuellement, 1,5 million d'Israélites sont « cernés » par une cinquantaine de millions de musulmans du Proche et du Moyen-Orient. Les Anglo-Américains arrêtèrent la guerre israélo-musulmane de 1948 pour ne pas indisposer l'Islam à l'égard des occidentaux, mais l'affaire des réfugiés arabes expulsés par Israël demeure une « épine ardente ».

Ces 700.000 musulmans déracinés d'une terre habitée depuis des millénaires, avaient consenti à l'exode sur la promesse qu'une fois Israël vaincu, ils réintégreraient leurs villages, Disséminés en Palestine arabe, en Jordanie, en Egypte, ils attendent ce retour depuis huit ans dans un état si souvent voisin de la détresse que l'O. N. U. leur attribue des sommes énormes, à titre de secours. La frontière coupe des villages arabes en deux, et, parfois, le point d'eau qui alimente l'agglomération, se trouve d'un côté et les habitants de l'autre partie du village sont empêchés de s'approvisionner en eau. D'où ces incidents incessants sur les frontières israéliennes accompagnés de représailles, d'expéditions punitives (d'un côté comme de l'autre), qui enveniment l'atmosphère mondiale. M. Truman avait annoncé que cette frontière incohérente serait revisée et qu'elle n'était que temporaire. La Jordanie est d'accord pour cette révision. Israël veut lier cette reconsidération à un traité de paix avec les Etats arabes, puisque l'Egypte maintient son séquestre sur tous les biens juifs depuis la guerre. L'armistice se prolonge en guérillas par *impuissance de l'O. N. U. à*

faire accepter par ses membres, une solution définitive mettant fin à la guerre larvée et au problème des réfugiés arabes.

Exploitée dans le monde arabe, la question des réfugiés ne devait pas tarder à faire intervenir d'autres pays arabes dont l'antisémitisme se réveille presque soudainement. L'Irak, aux ressources pétrolifères immenses, la Syrie, le Yemen, la Libye, se rangèrent aux côtés de la Jordanie et de l'Egypte par racisme. Tout le Proche et Moyen-Orient se cristallise contre Israël ; l'épreuve de force sera difficilement évitée. Seule, la Turquie se tient à l'écart de cette agitation, ainsi que l'Iran à direction anglo-américaine. Par ressentiment contre les fournisseurs d'Israël, cette ère musulmane fut assez habilement canalisée vers la xénophobie comme le montrèrent les récents événements en Jordanie.

Une force manquait au Proche-Orient, celle des armes. Tout en équipant les musulmans, les armes vendues jusqu'alors par les Occidentaux, consistaient surtout en armements légers, assez démodés et plus aptes à des opérations de police qu'à des dispositifs guerriers. Il s'agissait de ne pas armer dangereusement des « candidats à la révolte ». L'intrusion de l'U. R. S. S. comme « marchand de canons » retourne le problème ; les armes tchécoslovaques de la Skoda sont du modèle occidental, ce qui n'oblige pas les pays arabes à réformer les armes qu'ils possèdent déjà. Outre l'Egypte, les Soviets ont offert des armes à l'Irak, à la Syrie, à l'Arabie Séoudite, au Yémen, et, assure-t-on, à la Lybie par le truchement de l'Egypte. Jusqu'à présent, seul Israël bénéficiait d'armes modernes. Ayant l'or des pétroliers anglo-saxons pour acheter des armes comme celles des « Grands », les pays musulmans ne vont pas s'en priver, les facilités de crédit offertes par l'U. R. S. S. pour ces acquisitions étant assez considérables. L'effervescence n'est donc pas à la veille de se calmer dans ce coin névralgique du monde. L'U. R. S. S. tente de désagréger le Pacte de Bagdad (bloc d'allure anti-soviétique), par une alliance armée pan-arabe anti-israélienne qui répond mieux à la compréhension des musulmans sur le plan occidental. Le parti iranien Tudeh, en sommeil depuis Mossadegh, vient de se réveiller et reprend de l'activité sous l'étiquette nationaliste.

Ainsi, de Téhéran au Caire, les Musulmans s'agitent sous le prétexte donné par la Ligue arabe : tant que nos frères de Palestine ne retrouveront pas les terres qui leur appartenaient et d'où ils ont été chassés, les musulmans ne doivent pas connaître de repos. Il est trop tôt pour préjuger si ce rassemblement

musulman s'opérera et quelle sera son efficacité. D'après les prophéties bibliques, ces nations du Proche et du Moyen-Orient doivent se souder pour être finalement anéanties. Elles ne précisent pas par qui et comment.

Le paupérisme indigène est indicible en Proche et Moyen-Orient ; la vie menée par les 700.000 réfugiés ajoute au tableau noir de cette partie de l'Islam. Les cerveaux s'échauffent plus rapidement dans le malheur. Ne pouvait-on pas canaliser cette détresse vers des travaux rentables dont l'Asie Mineure a grandement besoin ?

Dans ces pays où les anciens réussirent des travaux gigantesques, il semble que les Modernes en soient réduits aux velléités. Pour utiliser les réfugiés et les ruhals (chômeurs) permanents, l'idée fut lancée, en 1952, de construire « une route moderne permettant de grandes vitesses et reliant directement le monde arabe par voie de terre depuis le golfe Persique jusqu'à la Méditerranée ». Cette « Grande Route Internationale Panarabe » devait se compléter par des tronçons reliant la voie principale à chaque capitale des pays arabes participant à la construction de cette route. On envisageait la participation de l'Egypte, Syrie, Liban, Irak, Jordanie, Yemen, Arabie Séoudite, Koweit, Bahrein, et d'autres émirats du Golfe Persique. On comptait construire cette route à bon compte grâce au « bitume » à l'état naturel dans les placers pétrolifères.

Cette artère transarabienne de 1.500 kilomètres de long (avec les ramifications, environ 7.000 kilomètres), était le projet des hommes de bonne volonté, préoccupés de lutte contre le paupérisme et en même temps d'intensification des échanges économiques du Proche et du Moyen-Orient. Outre une partie du financement par les Etats précités, les sommes allouées par l'O. N. U. aux réfugiés auraient aidé la réalisation de ces travaux rentables, puisque cette route panarabe prévoyait un droit de péage pour son utilisation. Le plan, bien conçu, envisageait des aboutissements portuaires à Suez (Egypte), Beyrouth et Tripoli (Liban), Akaba (Jordanie), Dannam (Arabie Séoudite), Bassorah (Irak) ; elle devait joindre Lattaquié, Damas et Homs (en Syrie). Le pétrole ne faisant pas défaut sur place, le roulage était facilement assuré. On avait calculé de déplacer des tribus le long du kilométrage et d'effectuer les travaux sur plusieurs points à la fois, la pierre et le sable se trouvant en quantités suffisantes sur place. Bref, de quoi occuper pendant plusieurs années, à peu près, tous les sans-emplois de la contrée, y compris les réfugiés.

Cette idée fut accueillie avec enthousiasme ; l'Orient allait se transformer en entité économique à la faveur de ces voies de communication. Mais la politique s'en mêla, la rapidité de la « Grande Route Internationale Panarabe », pouvait faire échec à la longue voie maritime contournant la péninsule arabienne pour desservir l'Asie mineure septentrionale et l'Inde, c'est-à-dire au Canal de Suez. L'avenir nous dira si l'argent musulman n'eût pas mieux été employé à la construction de la voie transarabienne qu'à des achats d'armes, à la propagande xénophobe et si les réfugiés et les ruhals n'eussent pas été plus satisfaits de vivre décemment en construisant des routes. La stratégie étrangère dit son mot en l'occurrence et que le projet n'est pas entièrement abandonné. Mais les années passent, et le meilleur moyen de ne mécontenter personne est de ne rien repousser ouvertement en continuant à discuter à longueur d'années. Cette route panarabe, dont l'intérêt économique est incontestable, aurait eu l'immense avantage d'éparpiller cette masse qui s'accroît chaque année, de réfugiés arabes sur les frontières d'Israël dont la présence compacte sert d'excitation permanente au monde musulman. Le manque de prompt réalisme des Occidentaux — c'est-à-dire l'adversité des intérêts privés et des intérêts généraux — bénéficie, en fin de compte, au désordre.

Pierre NAVARRE.

Les Mémoires du Président Truman

La publication à grand fracas des mémoires du Président Truman est destinée à maintenir une légende, celle de la résistance du F . . . Président Truman, 33°, à la poussée soviétique, de même que la façon dont de nouveaux extraits des archives de Yalta ont été présentés au public, en France tout particulièrement, a pour objet de montrer que Roosevelt a eu une conscience tardive du péril et que s'il avait vécu, il aurait engagé la lutte, et sauvé la situation.

Malheureusement, les faits demeurent : par la faute de ces deux sinistres personnages, il ne reste plus d'Europe vivable que la zone de territoire où, il y a plus de mille ans, régnait Charlemagne, et l'Asie, jusqu'à l'Himalaya, a été livrée au communisme dans des conditions qui révèlent toutes les tares du régime démocratique.

Grâce à la presse « issue », on peut encore donner le change à l'opinion et maintenir l'illusion que la roue de l'histoire, plus forte que la volonté des plus grands hommes, a créé une situation inévitable. En réalité, l'Histoire, impitoyable, commence à dresser son réquisitoire. Il ne faudra pas longtemps avant que les conséquences inéluctables des fautes commises ne fassent entendre son jugement à des dupes, qui pourraient, hélas ! devenir des victimes.

Truman peut bomber le torse ; la rédaction même de certains passages de ses mémoires le condamne.

RENCONTRE SUR L'ELBE OU PRISE DE BERLIN ?

Il discute assez longuement, par exemple, la question de savoir si les troupes occidentales devaient s'arrêter sur l'Elbe et y attendre les Russes ou s'emparer au plus vite de Berlin, sans s'occuper de ce que penserait le « Grand Allié ».

En 1951, nous avions appris, grâce à *The Freeman* (1), que le général Patton, sur le point d'occuper Prague, avait reçu

(1) *The Freeman*, 10 septembre 1951, p. 780, *Eisenhower loses Prague*, by Peter *Lawrence*.

du général Bradley l'ordre formel d'arrêter son offensive, abandonnant ainsi aux Russes la Tchécoslovaquie, cependant considérée comme la clé de l'Europe centrale. Le même article faisait allusion à l'accord interallié en vertu duquel, les troupes occidentales ne devaient pas dépasser la ligne Karlsbad-Pilsen-Budwées ; renseignement donné par le général Eisenhower dans ses mémoires (*Crusade in Europe*). Le général n'avait pas cru devoir en dire davantage, mais *The Freeman* ne s'en était pas tenu là et dans le livre de Juergend Thorwald : *Das Ende an der Elbe*, son rédacteur avait découvert qu'avant de donner ses instructions à Patton, Eisenhower avait communiqué par radio avec Moscou, le 4 mai 1945. Le même jour, le général Antonov, chef d'état-major de Staline, avait prié la mission militaire américaine à Moscou d'intervenir auprès d'Eisenhower pour qu'il ne dépassât pas la ligne convenue.

Les lecteurs de *The Freeman* en avaient conclu que le général Eisenhower avait correspondu avec Moscou, sans demander d'instructions à Washington, sachant qu'il ne courait pas le risque de déplaire à son président. La diffusion maligne de cet article n'avait pas été sans causer quelque agacement aux amis d'Eisenhower pendant sa campagne électorale de 1952.

Le renseignement donné par *The Freeman*, était d'ailleurs exact ; mais il ne s'appliquait pas à la seule région de Prague ; la négociation avait aussi visé Berlin. Le fait est corroboré par le général Bradley dans ses mémoires et le sénateur Mac Carthy, dans *América's Retreat from Victory* (*The Story of George Catlett Marshall*), p. 45-46, fait à ce propos, allusion à la colère de Churchill lorsqu'il apprit que le maréchal Montgomery ne recevrait pas le renfort de troupes américaines qu'il avait demandé afin de s'emparer de Berlin avant l'arrivée des Russes. Si nous en croyons Bradley, Churchill considérait que la communication directe du général Eisenhower avec Moscou, était une « intolérable intrusion » des militaires dans un domaine strictement politique.

Depuis le mois de mai 1945, les conséquences de cette capitulation devant l'état-major soviétique se font sentir en Allemagne : le pays est coupé en deux sans que l'on puisse dire quand une solution sera trouvée à ce problème apparemment insoluble. Il a bien été créé une Allemagne occidentale, mais elle a pour capitale une ville de province. Berlin, la grande ville dont l'occupation donne du prestige, est en zone soviétique. Le . : . Pt Truman, 33°, a été dans le cas de la ravitailler une fois par avion, mais cet événement, qui a suscité une émotion universelle, ne semble pas l'avoir troublé. Il écrit . « Ses rap-

ports (ceux de Churchill) avec les Russes étaient aussi pénibles que les nôtres. Il était trop évident que nos alliés soviétiques avaient l'intention de n'en faire qu'à leur tête, sans aucune liaison avec nous, dans tous les pays qu'ils avaient libérés ». S'il faut dire à sa décharge qu'il se trouvait lié par les engagements pris par Roosevelt à Yalta, il est possible d'ajouter sans risque de se tromper, qu'il s'accommoda très bien de ces engagements. Il crut naïvement que le territoire conquis en pays tchèque le mettrait dans une position « très forte » pour négocier avec Staline à Potsdam. Aussi trouva-t-il Churchill un terrible gêneur, lorsque ce dernier émit la prétention d'annoncer la capitulation allemande, sans s'occuper des Russes, de façon à essayer de garder le contrôle d'une zone importante du territoire de l'Allemagne du Nord. Avec le sourire que les photographes ont fixé pour la postérité, Truman écrit : « Churchill me donne un tintouin de tous les diables ». L'essentiel, n'est-ce pas, était de respecter ses engagements vis-à-vis de Staline !

Truman peut bien faire dire à Molotov, lors de leur rencontre à Washington, le 19 avril 1945 : « Personne ne m'a encore parlé sur ce ton », nous ne pouvons plus être dupes. Il suffit, d'ailleurs, de préciser que la discussion avait trait à la Pologne; tout le monde sait ce qu'il est advenu de la Pologne, pour laquelle le monde a été mis à feu et à sang !

Lorsque Truman écrit encore : « Staline n'était pas toujours au courant des instructions du Kremlin », il ne peut que déchaîner l'hilarité, car Staline donnait lui-même toutes les instructions dont le Kremlin avait besoin pour ses travaux. Malheureusement pour nous, non seulement Staline savait tout ce qui se passait à Moscou, mais il n'ignorait aucun des projets de la délégation américaine à Potsdam ; grâce à Alger Hiss, directeur des Affaires Politiques du Département d'Etat et condamné depuis à cinq ans de bagne, il avait assez d'agents autour de Truman, pour que rien ne lui échappât. Il savait d'ailleurs Truman très faible devant lui ; lors d'une discussion sur la Yougoslavie, quand le Président américain parla de « faire ses malles », il éclata de rire, de l'aveu même de Truman, qui manque du sens le plus élémentaire de l'humour.

LA GUERRE DE COREE.

Nous ne reviendrons pas aujourd'hui, faute de place, sur la question chinoise que nous avons brièvement traitée ici-même, notamment au mois de janvier 1955. Nos lecteurs se souviennent que, poussé par Owen Lattimore et l'équipe de l'*Institute of Pacific Relations*, Truman a refusé pendant deux ans des

armes à Tchang Kaï Chek, coupable de ne pas faire entrer Mao Tsé Toung dans son gouvernement. Si la Chine est passée au communisme, c'est à lui et au général Marshall qu'on le doit. Cette trahison a, tout d'abord, peu ému l'opinion américaine chloroformée. Elle s'est réveillée en apprenant que le général Mac Arthur avait à combattre des communistes chinois camouflés en Nord-Coréens. Après le scandaleux limogeage du général, elle a balayé le Président Truman et le Parti Démocrate aux élections de 1952, et il est peu probable qu'ils reviennent au pouvoir de sitôt.

Truman essaie aujourd'hui d'écraser Mac Arthur, parce que le général a dit, dans un moment d'euphorie : « Nous avons la victoire ; les Chinois ne bougeront pas » (15 octobre 1950). Le propos est regrettable, puisqu'il a été démenti par les faits, mais il n'en reste pas moins que Mac Arthur a été mis dans les conditions précises où un général doit normalement perdre une guerre ; il a cependant gagné celle de Corée. Au moment où le napalm aidant, il faisait des prisonniers par dizaines de mille et allait imposer ses conditions aux vaincus, il a été limogé sous la pression de l'O. N. U. affolée à l'idée de ne pas concourir à une paix « démocratique », de sorte que les Nord-Coréens et communistes chinois ont pu entraîner les Américains dans une négociation sans issue, fortifier le front du Yalu au point de le rendre inviolable, maintenir une Corée coupée par le 38° parallèle et faire perdre tout sens à une guerre qui aurait au moins dû servir à rétablir l'unité d'un pays que les combattants avaient réussi à ravager d'une façon si totale.

Tout au long de cette affaire, Truman et ses conseillers ont multiplié les fautes.

L'attaque nord-coréenne date du 25 juin 1950.

Depuis le début de l'année, Truman faisait, ou laissait faire, des déclarations pacifistes, alors qu'il n'aurait pas dû ignorer les préparatifs sino-coréens. Le 3 janvier, l'*United Press* avait diffusé un communiqué affirmant que Formose, sans valeur stratégique, ne serait pas défendue. Acheson, ministre des Affaires étrangères, confirma cette étrange déclaration le 12 et, de ses propos, les intéressés purent déduire que la Corée se trouvait, elle aussi, en dehors du périmètre de défense américain. Le 4 mai, Truman lui-même déclara qu'il ne ferait pas la guerre (*No shooting war*).

Depuis le 15 août 1948, l'administration de la Corée avait été retirée à Mac Arthur et confiée au Ministère des Affaires Etrangères. Des incidents de frontières répétés sur le 38° parallèle

avaient cependant permis au Deuxième Bureau de Mac Arthur de penser qu'après la récolte du riz, une attaque nord-coréenne serait dans l'ordre des probabilités.

Malgré les avertissements du général Wedemeyer, les diplomates américains n'avaient, malgré tout, permis au Président Syngman Rhée, de reconstituer qu'une armée de 16.000 hommes plus gendarmes que soldats, sans armes lourdes, et bien incapables de supporter le choc d'une troupe de 125.000 hommes à laquelle les communistes chinois avaient prodigué tout le matériel désirable.

Au Japon, Mac Arthur ne disposait que de quatre divisions qui donnaient plutôt l'impression de jouir des délices de Capoue que de se préparer à la guerre. Il fut amené par l'imprévision de Truman à les jeter l'une après l'autre dans la bataille, pour colmater des poches dangereuses, ce qui était le moyen le plus sûr de les faire dévorer sans résultat, l'une après l'autre. Le miracle fut sa volonté qui réussit à établir un front en quelques semaines.

La pression sino-coréenne aurait pu être allégée si Truman, revenant sur sa fâcheuse déclaration du 3 janvier, avait permis aux nationalistes chinois de débarquer en Chine et d'y créer, faute de mieux, une tête de pont. Truman déclara bien qu'il défendrait Formose, mais fit mouiller la septième flotte de façon à empêcher toute opération de Tchang Kaï Chek en direction du territoire chinois. Plus tard, il devait interdire à Mac Arthur de camoufler des nationalistes chinois en Coréens (comme les communistes l'avaient fait avec d'autres Chinois), pour ne pas déplaire à Mao Tsé Toung, Attlee et Nehru.

Au mois d'octobre, lorsque Mac Arthur entrevit la possibilité de gagner la guerre par une attaque au nord du 38° parallèle, il fut arrêté dans son élan, par une manœuvre de Mao Tsé Toung, à l'O. N. U., qui lui laissa finalement courir le risque de l'opération, sans consentir à lui donner d'instructions précises. Il atteignit, malgré tout, le Yalu, le 25 novembre 1950.

Truman a dit que Mac Arthur, avait bravé son autorité. C'est faux. Respectueux, comme la plupart des généraux, du pouvoir civil, Mac Arthur s'est toujours scrupuleusement conformé aux ordres reçus, si absurdes qu'ils fussent.

Ces ordres, il y a été souvent fait allusion : l'interdiction de bombarder les ponts du Yalu, empruntés par les renforts Sino-Coréens ; celle d'envoyer des reconnaissances aériennes en Chine pour surveiller les mouvements de troupes à destination de la Corée. Truman n'ignorait cependant rien du péril. Son

rapport du 16 novembre au conseil de sécurité de l'O. N. U., en fait foi (1). Il porte donc la responsabilité de l'échec de la fin de novembre 1950 et les mots de « sanctuaire privilégié des lignes neutres de démarcation », écrits dans la note de Mac Arthur à l' « United Press » (17 décembre), sont là pour l'accabler.

L'effet de cette déclaration fut prodigieux. Aussi, le 6 décembre, Mac Arthur se vit interdire les communications à la presse.

La situation sauvée, une seconde fois, Mac Arthur, qui ne voulait plus courir de pareils risques, demanda au début de décembre, l'autorisation de bombarder le « sanctuaire privilégié » du nord du Yalu, de faire des reconnaissances aériennes en Mandchourie et le blocus des côtes chinoises pour arrêter la contrebande de guerre anglaise. Acheson posa la question à l'O. N. U. de façon telle que l'autorisation fut encore refusée.

La contre-offensive de Mac Arthur, le 7 mars 1951, fut un franc succès. C'est à ce moment-là que les politiciens de Washington commencèrent à lancer l'idée d'arrêter la guerre de Corée, sous prétexte de sauver l'Europe du communisme. Mac Arthur en fut informé, par une communicaiion du représentant Joseph Martin. Il lui répondit le 20 mars 1951 : « *Si nous perdons la guerre contre le communisme en Asie, la chute de l'Europe est inévitable ; gagnez-la : l'Europe évitera très probablement la guerre et gardera sa liberté. Comme vous l'avez dit vous-même, il faut que nous gagnions. Rien ne peut remplacer la victoire* ».

Martin lut cette déclaration à la Chambre, le 5 avril. Elle fit à Truman l'effet d'une provocation. Le 10, Mac Arthur était relevé de son commandement. Rien ne s'opposait plus à ce que Truman et l'O. N. U. viennent supplier le vaincu d'accorder une trêve.

Pour un démocrate, il n'y a pas d'ennemi à gauche et Truman ne voulait, en aucun cas, profiter d'une supériorité atomique écrasante pour liquider le communisme, si le hasard de la guerre le contraignait à se servir de cette arme, comme il l'avait fait sans scrupule contre les Japonais.

Georges OLLIVIER.

---

(1) *The Unteld Stery of Douglas Mac Arthur*, par Frazier *Hunt*, p. 482.

Chronique du mois

Sommes-nous en 1934 ?

Les trois premiers mois de cette année ont vu se créer une conjoncture politique et naître un climat qui ne sont pas sans réveiller, dans certaines mémoires, les souvenirs de l'année 1934, cette année cruciale de l'histoire française de l'entre deux guerres.

Le mois de janvier avait été marqué par l'apparition sur la scène politique d'un puissant mouvement d'opposition, sinon tout à fait au régime, en tout cas au « système », qui, en quelques semaines, a su entraîner derrière lui tout ce secteur de l'opinion française qui n'a jamais trouvé son expression politique dans les partis parlementaires traditionnels et qui, dans les années 30, s'exprimait dans les ligues.

Le mois de février avait débuté par les manifestations d'Alger, dont la date n'était pas seule à évoquer le souvenir de celles qui ensanglantèrent la Place de la Concorde, il y a plus de vingt ans. Une fois apaisé le tumulte, apparaissait, en effet, le vrai visage de cette journée des dupes : celui de la confusion et de la faiblesse d'une opposition au régime toujours incapable de sortir de l'improvisation et de surmonter ses divisions. C'était déjà celui du 6 février 1934.

L'événement qui caractérise ces dernières semaines nous semble bien être la renaissance politique, provoquée et favorisée par le drame algérien, du nationalisme français, dans sa forme traditionnelle. Ce fait a été souligné par « L'Express » lui-même, où l'on pouvait lire, il y a quelques semaines, les lignes suivantes : « Un souffle « national », qui a commencé comme une bise, qui s'est enflé, qui n'a pas rencontré d'obstacles, qui trouve une force neuve dans l'émotion profonde suscitée par les massacres des familles françaises en Algérie — un souffle devenu presque irrésistible — frappe maintenant de plein fouet les consciences » ; Cette renaissance est particulièrement frappante parmi la jeunesse des Ecoles comme en témoignait, de

manière convaincante, l'auditoire nombreux et vibrant qui, le 20 mars, à la Salle Wagram, fit une ovation à Jacques Soustelle, siffla le nom du Général de Gaulle et cria sa colère et son mépris à Mendès et à Mauriac. Elle se manifeste également, et voilà encore un trait qui n'est pas sans évoquer 1934, dans le rôle politique de plus en plus marqué qu'entendent jouer, depuis quelque temps, les associations d'anciens combattants.

En face de cette renaissance d'un nationalisme français dont, il faut le souligner, l'action est encore très désordonnée, l'organisation incertaine et la volonté confuse, on a vu se développer dans la presse de gauche et d'extrême-gauche, de violentes campagnes contre les menées fascistes, on a vu se créer, sous l'impulsion, et ce fait mérite d'être souligné, d'éléments juifs ou enjuivés de l'ex-R. P. F., des comités de Défense de la République et on a même vu renaître des comités de vigilance antifascistes dans les milieux universitaires. Dans le même temps, l'évolution vers le Front Populaire s'est dessinée de plus en plus nettement, au point que celui-ci ne peut plus être considéré seulement comme une hypothèse, puisqu'il s'est pratiquement réalisé à l'Assemblée Nationale, lors des votes de procédure qui avaient pour but de permettre l'abrogation de la loi Barangé, dans les débats à la suite desquels plusieurs députés poujadistes ont été invalidés, et dans la rue, comme à Toulouse par exemple, où l'on a vu députés socialistes et communistes mener, au coude à coude, l'assaut contre une réunion poujadiste. La vie politique française semble évoluer ainsi, de plus en plus rapidement, sous la pression du drame nord-africain, vers un point de tension et d'éclatement à partir duquel, comme en 1934, sous la pression de la colère populaire, née des scandales et de la corruption, tout pourrait être possible.

Est-il permis d'espérer que, comme en 1934 justement, le nationalisme français ne laissera pas passer cette chance et qu'il aura la volonté de ne pas se laisser faire à nouveau, le coup du retour de Tournefeuille, qui pourrait bien être, cette fois-ci, si l'on en croit certaines rumeurs, un retour de Colombey ? Ce n'est pas tout à fait sûr.

Les nationalistes français ont commis trop d'erreurs dans le passé et leur patriotisme aveugle les a conduits trop souvent, sous le prétexte équivoque de la « défense nationale », à défendre le régime qui détruit la nation, pour que nous n'observions pas, avec un esprit très critique et même un certain scepticisme, les premières manifestations d'une action politique, qui, si elle n'est pas plus fermement pensée, les amènera inévitablement

comme autrefois, à rallier à l'heure du péril, le régime, que c'est pourtant leur mission de détruire.

DEUX OPINIONS SUR LE POUJADISME.

Nous reproduisions, le mois dernier, les extraits d'un article de Jean-Marie Domenach, paru dans la revue « Esprit », qui est, comme chacun sait, la grande revue des catholiques de gauche, où l'on pouvait lire à propos du poujadisme, les lignes suivantes : « Ce que le fascisme fut au socialisme, le poujadisme l'est au radical-socialisme — même emprunt, même détournement, mais cette fois de la « doctrine » individuelle exaspérée contre l'Etat. Cette concierge dit le matin du vote : » Je vais voter à gauche, je vote Poujade ». Voter à gauche, pour elle, c'est protester, c'est embêter le gouvernement. Le poujadisme est une formule autoritaire pour classes moyennes — ces classes moyennes dont Auguste Comte écrivait, il y a plus d'un siècle, qu'elles faisaient le malheur de la France, et qui n'ont cessé de le faire, par leur malthusianisme, leur chauvinisme, leur fermeture à tous les courants de la vie moderne. Petit fascisme pour petits Français ».

Ces propos nous avaient paru, sur le moment, malgré ou peut-être à cause de leur forme incisive et adroite, faire preuve d'un jugement superficiel et injuste. Nous n'en sommes plus tout à fait aussi sûrs maintenant, pourquoi ne pas le dire, malgré la sympathie et l'intérêt que beaucoup d'entre nous continuent à manifester au mouvement de Pierre Poujade.

Un long article, d'une objectivité qui mérite d'être soulignée, consacré récemment par la revue américaine « Time » au « petit Français de Saint-Céré » et qui, par certains points, rejoint à la fois le jugement de Domenach et ce que Maurice Bardèche écrivait ici-même à propos de Poujade, nous permet de mieux comprendre les réticences obscures que certains de nos amis ont, dès le début, manifesté à l'égard de l'U. D. C. A. ; nous ne croyons pas inutile d'en citer ici, les passages suivants dont, est-il besoin de le souligner, nous sommes loin de tout approuver :

« L'instrument de Pierre Poujade n'est pas la raison, mais la colère ; il ne propose pas de programme, il s'insurge. C'est la

colère de la Province, contre un Paris sophistiqué, de la pauvreté contre la prospérité, du nationalisme devant l'effondrement d'un Empire, de l'homme de la rue contre les politiciens. Il a relevé le vieux cri français : « Nous sommes trahis ». Il a nommé l'Assemblée le plus grand bordel de Paris... L'Empire est perdu, a-t-il crié, demandant la pendaison pour les traîtres responsables...

« Si Pierre Poujade appartient à la classe des démagogues ou des dictateurs, du moins en est-il un exemplaire étrange. Rien en lui de la grandiloquence mussolinienne, de la froide puissance de Staline, de la mégalomanie d'Hitler. Au contraire, il y a un air sympathique, comme à la simple table d'un café, autour de lui. Même ses traits échappent aux caricaturistes : « Regardez-moi dans les yeux et vous vous reconnaîtrez », dit-il à ses auditeurs.

C'est vrai et c'est une vérité considérable. Mais Poujade parle là d'une France qui n'est pas celle des touristes, le pays des arts, de la grâce, et de la gaieté, la France qui fut jadis la plus grande puissance mondiale. La France de Poujade est celle des squares poussiéreux où les hommes jouent aux boules les soirs d'été, la France des vieilles dames en noir assises dans des pièces surchargées de meubles, aux volets clos, des paysans en bleu de travail passé, des petites boutiques, tenues par des dames d'âge moyen qui surgissent de la pièce du fond. C'est une France qui se méfie de Paris, de sa frivolité, de ses politiciens, de ses intellectuels, et du « big business » moderne... C'est la France bourgeoise qui tient son droit de naissance de la révolution, et qui s'y est accrochée sans joie depuis. C'est la France qui a élargi les rues de Paris pour décourager de nouvelles révolutions, organisé des syndicats pour empêcher la surproduction, qui a confondu la mesquinerie avec l'autonomie, et l'autonomie avec la liberté. Des générations de jeunes Français ont été élevées selon la maxime : « Mon verre est petit, mais je bois dans mon verre ».

Obsédés, comme nous le sommes parfois, par le fait, peut-être irrémédiable de la décadence française, il nous arrive de nous poser cette question : Qu'aurait pensé Drieu la Rochelle du poujadisme ?

Les Notes du Mois de l'Huissier sans Chaîne

Comment on écrit l'Histoire. Dans « Constellation », article documentairement sympathique au néo-Destour ; il est expliqué que fin 1945, un homme affamé, vêtu de guenilles, à bout de forces, échoua dans un poste de la frontière libyo-égyptienne. C'était M. Habib Bourguiba, qui fut recueilli par un de ses anciens camarades, instituteur en Egypte, « *ne voulant retenir que leur amitié dans leur lutte commune pendant l'occupation* ». (Sic).

Certains Français ont encore un peu de mémoire. M. Habib Bourguiba lutta bien pendant l'occupation, mais aux côtés de Mussolini et d'Hitler, ainsi que le démontra la correspondance publiée par « Le Figaro » et les photomontages (représentant M. Bourguiba, entre Hitler et Mussolini), qui étaient en vente libre (et parfois forcée) à Tunis pendant ladite occupation. S'il en était autrement, pourquoi M. Bourguiba aurait-il pris la fuite vers l'Egypte, fin 1945 ?

***

Dans le même numéro, un article hautement évocateur : « Joanovici recommence ». De sa résidence surveillée, où il est devenu bienfaiteur et mécène, 600.000 francs de téléphone par mois lui permettent de redevenir un magnat des métaux non-ferreux ! Grand exemple pour la jeunesse française et la façon de se comporter pendant la prochaine.

Mais, avec le temps, les bavardages deviennent plus fréquents. L'affaire Joanovici est terminée, mais l'histoire reste à écrire. De l'affaire Scaffa, surtout, jusqu'à un certain racket de la Côte d'Azur dirigé par un Grec. Le récit ne manquerait pas de pittoresque.

Avec beaucoup d'imprudence, le narrateur évoque la Banque Centrale pour l'Etranger à Paris, l'avoir de 40 millions de

Joanovici, qui y fut bloqué et qui dut en emprunter 244 pour faire face à ses échéances. (« Constellation » de janvier 1956).

Le 27 mai 1953, « Carrefour », à peu près le seul de la presse, publia des détails sur les difficultés de la Banque Centrale pour l'Etranger, dont le directeur était, d'après le journal, un coreligionnaire de Joanovici, et le président M. François Piétri, ancien ministre. Le trou aurait été alors de 450 millions et l'hebdomadaire posa cette question : « ... Est-il exact qu'une avance de la Banque de France — de 150 millions — ait été consentie alors que la situation de la B. C. E. était déjà critique ? Est-il exact que de puissantes interventions aient joué pour que cette avance soit accordée ? Quelles sont-elles ?... ».

Questions qui ne reçurent ni réponse, ni infirmation.

Joanovici a payé les 30 millions qu'il devait au fisc, soit !

Reconnaissons, quand même, que la France est un pays exceptionnel pour les ploutocrates de toutes origines ! Voulez-vous parier que Joanovici finira titulaire d'un ordre national quelconque, puisque aujourd'hui, il se trouve encore une presse pour en faire une vedette malgré ce que le Colonel Rémy en écrivit dans « Samedi-Soir » ?

***

Après Windsor-Simpson, après Margaret-Towsend, c'est le tour de Rainier-Grâce Kelly. Pas de pitié pour l'abrutissement du public français ! Passionnant : Rainier saura-t-il faire des enfants à sa Grâce pour l'avenir de la Principauté ? Quand un pays est descendu si bas que ça dans ses préoccupations spirituelles et nationales...

***

Dans « France-Dimanche - Samedi Soir », grande enquête sur la France préhistorique, avec trop de « trous » d'ailleurs. Réplique de « Match » : enquête sur le Cosmos ; intérêt secondaire pour les non initiés. Pas un mot sur les Français qui meurent de froid sous-alimentés.

A propos de « France-Dimanche - Samedi-Soir », *une page* sur l'odieux assassinat par des terroristes marocains de M. et Mme Champetier de Ribes, parents de cinq jeunes enfants ; *trois pages* de photographies sur le mariage de Robert Cohen, champion de boxe et coréligionnaire de Pierre Lazareff.

***

Singulier essai, dans « Paris-Match », de remise en valeur de la famille Rockfeller et du créateur du premier trust de pétrole

américain. Le narrateur oublie simplement de rappeler le fameux incident Clemenceau-Wilson quand Rockfeller refusait de ravitailler la France en pleine guerre mondiale et que la France n'avait plus que quelques jours de carburant ; Wilson obtint, sous la menace, que les tankers de la *Standard Oil* reprissent le chemin de l'Europe. Cette intempestive publicité coïncide heureusement avec la sortie du livre de Pierre Fontaine : « *La guerre froide du pétrole* », où l'incident en question est relaté dans tous ses détails. L'histoire d'hier pouvant devenir celle de demain.

⁂

On nous pose de différents côtés cette question : Est-ce que le Félix Garas, leader régulier de l'organe officiel du Néo-Destour de M. Bourguiba : « L'Action », est bien le directeur de « Carrefour » ? Nous n'en savons rien. Au besoin, nous ferons état de sa réponse, s'il daigne nous la faire parvenir.

Si cela était exact, « L'Echo d'Alger », qui fit une vaste publicité pour « Carrefour » en Algérie, aurait bonne mine. (Rappelons que M. Félix Garas (de « Carrefour ») est l'auteur de cette mémorable phrase (au moment des histoires de Corée) : « *Plutôt un Dunkerque qu'un Munich !* ».

⁂

Les trafics clandestins d'armes, viennent d'être dénoncés officiellement à la tribune de l'Union Française. Il y a trois mois que « La Dépêche Africaine » avait signalé l'arrivée des caisses d'armes automatiques en Côte d'Ivoire, par le Libéria, et même par avions. Le grand patron de « La Dépêche Africaine » est M. Maurice Satineau, sénateur de la Guadeloupe. Pourquoi ne fit-il pas plus de bruit à la tribune du Luxembourg, à ce sujet ? Les récents incidents du Cameroun et de Brazzaville militent pour une attention soutenue dans ces parages... qui comprennent des ilots de musulmans.

⁂

« L'Echo d'Alger » a publié une grande photographie : En présence des généraux Vaneuxen et Noiret, le colonel Rossi montre à M. Robert Lacoste, ministre résidant, des mitraillettes *anglaises* récupérées chez les rebelles. « L'Express », qui reproduit des photos « terrifiantes » pour les Français, a omis de publier celle-là ! Rappelons que l'ambassadeur de Grande-Bretagne à Paris assista en personne à la soirée inaugurale de la sortie de « L'Express », quotidien.

Etudes et Tribune libre

La nécessaire révolution administrative

I. — *Difficulté d'expression des vœux populaires.*

La terminologie démocratique travaille, depuis longtemps, à fausser l'exercice de la pensée politique. Comme les vieilles religions païennes, elle est anthropomorphique et assimile le peuple à un individu qui se souvient, pense, décide et veut. Il n'en est rien ; le rudiment de toute psychologie collective l'enseigne.

Certes, la source de tout pouvoir légitime est dans le consentement des gouvernés et ne peut être ailleurs, parce qu'ils sont le nombre, donc la force, et ne s'inclinent devant une autorité que si elle est au moins autant consentie qu'imposée. Les théoriciens politiques se livrent aux plus vains des jeux de l'esprit s'ils oublient qu'ils n'agissent sur les faits que dans la mesure où ils sont entendus et suivis par le peuple. Mais connaître les vœux de celui-ci n'est pas si simple que le disent les tenants du parlementarisme. Ce qu'ils appellent la volonté de l'électeur souverain, c'est le résultat de confuses et contradictoires tendances, un complexe d'idées sommaires, d'intérêts particuliers et immédiats, d'impulsions affectives, coagulés par les suggestions des propagandes et les contagions de la psychologie collective. En fait, l'électeur est réduit à répondre par oui ou par non à des questions qu'il ne formule pas lui-même et on peut toujours fausser sa réponse en omettant d'en poser certaines et en en posant d'autres de façon tendancieuse.

Ces quelques réflexions préliminaires auraient pu éclairer les augures qui ont été tellement stupéfiés par le succès électoral du poujadisme. Son chef, ou, si le mot fait peur, son « leader », avec un rare bonheur et un sens certain des masses, a formulé, à l'intention de l'électorat, quelques questions simples et directes que la règle du jeu habituelle escamote ou édulcore. Et deux millions et demi de Français (qui seraient aujourd'hui au moins le triple), lui ont répondu : qu'ils n'espéraient plus rien de notre régime et de ses hommes, qu'ils entendaient garder notre empire colonial, qu'ils ne voulaient plus d'un système fiscal in-

juste, écrasant et tracassier, qu'ils jugeaient notre bureaucratie abusive et pléthorique. Quatre réponses claires et pertinentes, telles qu'on en peut attendre du jugement populaire lorsqu'il est consulté sur des problèmes très généraux ou sur des questions qui lui sont directement accessibles. Mais il serait évidemment superflu de lui en demander plus ; s'il peut exprimer des désirs, il est bien incapable de discerner comment les remplir ; il est aussi inapte à définir une politique et une économie qu'à résoudre un problème de mathématique et il ne se soucie pas des contradictions qui pourront apparaître. C'est affaire aux hommes de Gouvernement.

Je voudrais, aujourd'hui, montrer que la quatrième proposition poujadienne sur l'administration, bien qu'elle heurte intérêts, routines et préjugés, n'est en rien déraisonnable et qu'elle conduit nécessairement à une révolution administrative depuis longtemps nécessaire et dont la nécessité, depuis longtemps sentie, a été systématiquement canalisée vers l'exutoire anodin que constituent les plaisanteries traditionnelles sur Monsieur Lebureau et les Ronds de cuir. Cette façon de noyer les problèmes que les gouvernants ne désirent pas voir évoquer est, du reste, un service qu'une forme complaisante rend avec d'autant plus de plaisir qu'il se pare, sans risques, d'un petit air de fronde.

II. — *Contradictions apparentes.*

« Bah ! disent les faux sages, nous savons bien que l'opinion est irritée par les tracasseries, les paperasseries et l'extension croissante du fonctionnarisme. Mais, croyez-nous ! cela ne mérite pas plus que le dérivatif de quelques charges éculées, parce que c'est un mal inévitable. Depuis dix ans et plus, avec l'approbation du suffrage universel, nous cherchons à réduire l'inégalité des niveaux de vie par le jeu complexe et inquisiteur d'impôts progressifs et régressifs, nous développons la sécurité sociale, nous avons nationalisé certaines activités-clefs et tendons vers une économie de plus en plus dirigée. Peut-on élargir le rôle de l'Etat sans multiplier ses interventions et ses agents ? Il serait puéril de se révolter contre des conséquences dont on a voulu les causes. Il est bien évident, par exemple, que la direction de l'économie suppose l'établissement de plans à longue échéance par une bureaucratie de techniciens et la poursuite de leur réalisation sous l'œil de contrôleurs compétents. La forme d'activité administrative s'étend sans cesse à de plus vastes domaines avec ses conséquences obligées : la dilution des responsabilités, une certaine diminution de la productivité, l'indolence, les formalités. Qu'y pouvons-nous ? Les pays

qui ont accompli de violentes révolutions politiques et sociales pour passer au totalitarisme avec son économie étatisée n'ont pu se guérir de ce mal et ils en souffrent (ou en souffraient) à un degré plus aigu que nous-mêmes. Les Soviétiques, malgré leur discrétion systématique, en conviennent parfois et ceux des Français qui, de 1940 à 1944, ont été en rapports plus ou moins volontaires avec les organisations économiques de l'occupant, ont, là-dessus, des souvenirs édifiants. »

Il y a une grande part de vérité dans tout cela et cependant nos augures se trompent ; comme tous les esprits faux, parce qu'ils raisonnent logiquement en partant de données mal définies. Bien sûr, qu'il y a contradiction insoluble si l'on s'en tient à nos méthodes administratives actuelles et si l'on estime irremplaçable la bâtisse napoléonienne agrandie, compliquée par de multiples rafistolages depuis un siècle et demi et que tous les pays continentaux d'Europe ont plus ou moins copiée. Mais, y a-t-il un décret des puissances suprêmes qui déclare ces choses immuables ? Il est d'autres solutions qui, peut-être, s'adapteraient mieux aux besoins de l'état moderne. Qu'on jette un coup d'œil sur les pays anglo-saxons, sur notre plus ancien passé aussi ! Je ne puis croire qu'il soit impossible de trouver, en France, les quelques dizaines d'esprits synthétiques et forts de larges contacts avec la vie, capables de rebâtir, dans un esprit nouveau, la grande construction administrative que Bonaparte réalisa jadis, avec son Conseil d'Etat.

III. — *Grandeur et misère de l'administration.*

J'ai dit qu'il était facile de dauber sur la bureaucratie, mais que cela ne conduisait pas loin. Ce qu'il faut, c'est la regarder en face et la juger équitablement avec ses grandeurs et ses misères.

La véritable carcasse d'un Etat moderne, c'est son administration. Cette charpente joue un rôle essentiel, en particulier, dans une démocratie où elle se trouve le seul élément de permanence, de mémoire et, souvent même, de compétence. Tant qu'elle reste intacte, l'Etat est en mesure de se relever rapidement des plus profonds bouleversements et l'une des plus criminelles sottises de l'épuration est d'avoir décimé les cadres supérieurs de la nôtre en se privant ainsi des connaissances, de l'expérience et de l'autorité pondératrice de nombreux hauts fonctionnaires, plus soucieux d'efficience que d'apparences. Contrairement à ce que croit le Français moyen, l'administration du pays n'est pas conduite par une trentaine de ministres, généralement incompétents et toujours transitoires, mais par quelques centaines de directeurs des ministères et autres grands

fonctionnaires. Sur le moment, le public connaît mal les services de ces « grands commis » ; il est beaucoup trop sollicité par la parade qui se joue sur la scène politique, par les cris de ceux qui proclament qu'il faut faire quelque chose, qu'ils vont le faire, que ce sera magnifique, pour prêter attention à ceux qui, dans le silence, lentement, péniblement, imparfaitement, la réalisent, à ceux qui, dans l'atmosphère et les conditions créées par la politique, qui ne sont pas toujours, ni même souvent, favorables, cherchent à faire œuvre concrète. « A toutes les époques, écrivait Talleyrand au baron Louis (qui avait travaillé à nous faire de bonnes finances sous l'Ancien Régime, l'Empire et la Restauration), il y a du bien à faire et du mal à empêcher. Voilà pourquoi, quand on aime son pays, on peut et on doit le servir sous tous les gouvernements qu'il adopte. » Telle était à peu près la grande règle morale de la plupart des hauts fonctionnaires de la IIIe République et, j'aime à le penser, des meilleurs d'aujourd'hui.

Toute administration est traditionaliste, et c'est bien ainsi, parce que, si un précédent n'est pas forcément un modèle, il comporte toujours un enseignement. Mais une administration qui ne reçoit que fort rarement des directions utiles d'un pouvoir politique déficient et protéen devait fatalement devenir routinière et timorée. Les grands organismes collectifs ne se reforment pas par l'intérieur, il leur faut une impulsion externe pour suivre une évolution normale ; sinon la sclérose les envahit qui, à la longue, rend nécessaires les évolutions brutales. Une administration craintive, parce qu'insuffisamment orientée, et couverte par le pouvoir politique, a tendance à multiplier les conseils, les commissions, les comités consultatifs et rien de net n'aboutit plus. Il est, certes, souvent nécessaire de consulter les subordonnés ou les administrés qui doivent être renseignés et écoutés ; mais les collectivités consultatives doivent le rester. Elles peuvent donner des avis raisonnables sur des questions particulières, mais manquent toujours de vues d'ensemble ; elles peuvent critiquer, non créer ; elles transigent, mais ne décident pas, car la décision est individuelle.

Depuis Napoléon, qui réagissait contre la grande gabegie directoriale, l'Etat français, même quand il fonctionne au mieux, a des règles de bourgeois économe et non d'homme d'affaires. Ses seuls soucis sont de sauvegarder ses droits et d'éviter la fraude ; les notions de rendement et d'efficacité, qui impliquent certains risques, lui sont totalement étrangères. Des principes comme l'annulation des crédits annuels non engagés, la spécialisation détaillée des crédits, les tutelles administratives impo-

sées aux collectivités locales, etc... offrent certainement des garanties, mais ils gênent toute réalisation à longue échéance (1), paralysent les initiatives subordonnées et entravent le développement des régions et des communes. Nos administrations centrales réglementent tout fort minutieusement. Lorsque le législateur (qui, bien souvent, au lieu de s'en tenir aux principes, s'embarrasse, lui aussi, de prescriptions détaillées) a terminé sa besogne, les bureaux, d'échelon en échelon, la reprennent, la précisent, la développent, la compliquent d'instructions méticuleuses. L'éxécutant se trouve ainsi coincé entre une réglementation et un contrôle très stricts de ses modes opératoires qui interdisent et répriment assez efficacement les petites fripponneries, tout en laissant libre champ aux grandes pilleries (comme le prouvent maints scandales) et, par ailleurs, se désintéresse totalement du rendement. Cette manie de tout réglementer, jusqu'aux plus infimes détails, de contrôler scrupuleusement le respect des formes, submerge les services sous une mer de papiers, multiplie les besognes bureaucratiques et, peu à peu, anémie et affaiblit la personnalité de plusieurs millions de fonctionnaires et employés de tous rangs. Tout le long de l'échelle hiérarchique, nous n'avons plus que de consciencieux transmetteurs d'ordres et l'impulsion partie d'en haut, va s'usant en frottements de rouage en rouage.

L'Etat napoléonien était un Etat fort dont les activités se réduisaient à peu près au domaine politique ; l'Etat contemporain est un Etat faible dont les attributions englobent le social et une large part de l'économique ; il en résulte que les inconvénients du système administratif ont été, à la fois, étendus et aggravés.

Par ailleurs, le progrès technique des moyens de reproduction (machine à écrire, ronéo, etc..), de transmission (télégraphe, téléphone, radio), de transport (chemins de fer, auto, avion), s'il a facilité l'exercice de l'autorité, a tendu à en pervertir les méthodes. Autrefois, la reproduction d'un ordre demandait un temps appréciable et de multiples copistes ; sa transmission exigeait des délais souvent importants ; le chef était obligé de tenir compte de ces servitudes ; il faisait son ordre aussi bref que possible, ne l'adressait qu'aux seuls échelons auxquels il était indispensable et, comme il savait ne plus pouvoir le modifier après son lancement, il le méditait soigneu-

(1) Et il a bien fallu y renoncer pour de grandes entreprises comme la construction de la ligne Maginot ou l'aménagement du Rhône.

sement et lui laissait assez de souplesse pour que l'exécutant pût parer à l'imprévu. Aujourd'hui, la reproduction de l'ordre est rapide et aisée, sa transmission quasi-instantanée, et l'on peut, jusqu'au dernier moment, essayer de rattraper une gaffe. On a tendance à multiplier ordres et destinataires, à improviser et délayer les textes, à méconnaître les délais d'exécution, à abuser des contre-ordres, à prévoir à la petite semaine, à commander au jour le jour et surtout à empiéter sur la liberté des subordonnés.

IV. — *Esprit de la révolution nécessaire.*

Puisque la forme d'activité administrative a tendance à se généraliser alors qu'elle apparaît déjà comme une lourde charge, il la faut, à tout prix, simplifier en rapprochant ses méthodes de celles du commandement.

Il y a une grande différence entre administrer et commander entre régir et conduire. L'administration met l'accent sur le fonctionnement normal de l'organisme géré ; le commandement, sur l'entreprise à réussir. La première suppose une délégation du pouvoir qui peut être très vaste, mais dont la mise en œuvre est toujours conditionnée et contrôlée. Le second exige une déconcentration de l'autorité, sa délégation limitée dans le temps et dans l'espace, mais totale entre ses limites et contrôlée seulement aux résultats parce que les conditions d'une action rapide, cohérente et énergique veulent qu'on impose, aux chefs : une mission, des moyens, des délais, et rien de plus. Contrairement à une caricature simpliste, commander n'est pas contraindre ; c'est savoir, observer, juger, décider, définir des buts, vouloir, faire admettre, si c'est inévitable, mais seulement dans ce cas, imposer, enfin, prendre la tête et entraîner.

Pour réformer l'administration dans l'esprit du commandement, il faut simplifier l'appareil d'organes consultatifs qui affaiblit l'autorité, réduire le nombre des organes passifs et accroître la liberté des agents qui font œuvre originale. Il ne peut y avoir efficacité sans responsabilité. Il ne faut plus qu'il y ait seulement des courants issus de Paris et perdant, en cours de route, leur énergie, mais qu'on trouve dispersés partout des relais de force et d'initiative, des pouvoirs vivants et personnels. En un mot, il faut rapprocher la conception du fonctionnaire instaurée par Napoléon de celle de l' « officier » d'Ancien Régime, responsable d'une mission, délégataire, dans son « office », d'un pouvoir lui appartenant en propre, titulaire d'une zone d'activité qu'on peut lui retirer mais, dans laquelle,

il est le maître tant qu'il la détient (1). Il faut faire confiance aux serviteurs de l'Etat, leur accorder une liberté et une initiative proportionnées à leur rang, leur donner des missions compatibles avec leur autorité, les moyens de les remplir, des échéances, les laisser le plus possible juges des procédés à employer au lieu de les empêtrer dans un minutieux réseau de règles de conduite, puis sanctionner l'échec ou la réussite au lieu de surveiller l'observance des rites. Une direction ferme, mais permettant aux personnalités de donner toute leur mesure au prix d'une pleine responsabilité, telle est la méthode à employer pour rendre l'action administrative plus efficace et plus économique. Plus humaine aussi. De haut, on gère des pions soumis aux règles de la loi des grands nombres ; on écrit sur du papier qui supporte tout ; à l'échelon de l'exécution, on manie des individus ; on écrit sur des épidermes qui sont sensibles et irritables ; il faut donc qu'il y ait un grand jeu, une large marge.

Je sais bien que ce que je préconise entraîne une conception nouvelle, ou renouvelée, de la puissance publique, une véritable révolution, peut-être plus difficile qu'une révolution politique puisque, jusqu'à présent, personne ne l'a réussie. Je sais bien qu'il faut plus de courage moral et de valeur intellectuelle pour commander que pour réglementer, que cela exige le renversement d'un état d'esprit renforcé par un siècle et demi de facilité et de tradition. Je sais que cela suppose de profondes modifications législatives et un gouvernement fort qui paie généreusement et punisse rigoureusement. Je sais qu'il s'agit d'une œuvre immense et ardue, mais que, très vite, elle nous donnerait des cohortes d'administrateurs comparables aux préfets napoléoniens et, peut-être, aux grands Intendants, des chefs dévoués aux responsabilités de leur fonction, l'accomplissant avec amour, l'animant en suscitant des initiatives et sachant établir des contrats d'amitié avec les subordonnés et les administrés. Je sais enfin que c'est la seule manière de réaliser cette administration efficace. économique et humaine dont l'empirisme poujadien a, si vigoureusement, décelé la nostalgie dans l'opinion.

Jean PERRE.

---

(1). On connaît le mot de Louis XV se plaignant des embarras de Paris : « Si j'étais lieutenant de police, j'interdirais les cabriolets ». Que ne lui en donnait-il l'ordre ! pense le contemporain. Mais si le Roi savait bien qu'il pouvait changer de lieutenant de police, il ne se sentait pas le droit de lui imposer une mesure particulière dans l'accomplissement de sa charge.

Le Mythe du Judaïsme de Christophe Colomb

Nous vivons décidément en un temps où le grand public étant devenu la proie des travailleurs à façon du « best-seller » ou du « digest », les pires canulards se propagent à la manière de ces ondes concentriques qui ne s'arrêtent qu'à la circonférence de leur bassin. Ne nous étonnons donc point que ce « Christophe Colomb » que M. Salvador de Madariaga a propulsé dans les eaux dormantes de l'histoire, ait élargi ses ronds au point que l'on entend répéter, et de tous côtés, qu'il est désormais irréfutablement établi que le découvreur du Nouveau Monde était d'ascendance judaïque.

Belle nouvelle que celle-là et qu'auront accueillie avec allégresse, les tenants, outre-Atlantique, d'un certain racisme. Si pourtant, elle bénéficia d'une telle audience, c'est aussi parce qu'elle pouvait, semblait-il, fournir la solution satisfaisante d'un problème qui, autrement, paraissait insoluble. Celui qui surgissait de la parfaite incompatibilité de la documentation officiellement homologuée avec l'ensemble des faits les mieux attestés.

La version des origines de Christophe Colomb qui traîne dans les encyclopédies et les manuels scolaires le fait naître, on le sait, à Gênes, aux alentours de l'année 1452. Elle se fonde sur toute une documentation d'archives fort impressionnante à première vue et dont le seul tort est qu'elle concerne, en réalité, des homonymes génois assez approximatifs et à peu près contemporains du premier Amiral des Indes et de ses frères. Ceux qui voudraient la prendre pour argent comptant ne tardent pas cependant à s'aviser qu'elle s'inscrit en faux contre tout ce que nous savons de Christophe Colomb, tant par ses propres écrits que par ceux de son fils Don Fernando et de l'évêque Las Casas qui l'avait connu personnellement. Et, d'une façon générale, contre la documentation de source espagnole. Et puis, enfin, et puis surtout (et M. de Madariaga va faire de cette évidence son argument massue), le fait est là que l'italien parlé à l'époque à Gênes ne pouvait avoir été la langue maternelle de Christophe Colomb. Toute sa correspondance est en espagnol et les quelques lignes que nous avons de lui et qui pourraient passer pour de l'italien sont d'une langue et d'une graphie dont l'abominable ne saurait être porté au compte de l'archaïsme.

Si M. de Madariaga avait été moins pressé de conclure à tout prix dans le sens de son hypothèse de départ, il se serait peut-être rendu compte de l'extrême fragilité de ses documents gênois dont il a besoin pour son syllogisme et dont il veut bien convenir d'ailleurs qu'ils sont au moins, partiellement, sujets à caution. Il se serait aussi avisé que les seuls textes irrécusables qui témoignent en faveur du gênovisme de Christophe Colomb sont absolument muets quant à l'endroit où il aurait vu le jour. Or, en ce temps-là, tout italien du Nord — et à plus forte raison un Corse — était appelé un Gênois dans le reste de l'Europe. Ce qui lui valait, d'ailleurs, de bénéficier de très appréciables privilèges. De ceci, M. de Madariaga se gardera bien de tenir compte. C'est qu'il lui faut que *son* Christophe Colomb, c'est-à-dire le phantasme qu'il va nous en exhiber, soit effectivement né à Gênes, ou, en tout cas, dans la province de Gênes. Il serait clair, alors, étant donné son ignorance de la langue italienne, qu'il ne pouvait être qu'un Gênois d'occasion et que ses parents n'étaient même pas, ethniquement, des Italiens. Dès lors, nous serions cernés dans ce dilemme qu'il prétend sans échappatoire et qu'il ne craint pas de formuler en ces termes : « *Vous n'avez d'autre choix que d'accepter la thèse des origines sephardis* (c'est-à-dire ibéro-judaïques) *de Christophe Colomb, la seule qui comble le fossé entre les documents gênois et espagnols, ou de vous résigner à n'avoir de lui que des biographies sans vraisemblance* ».

Ma foi, nous connaissons, quant à nous, d'autres options que celle dans laquelle notre prestidigitateur prétend nous coincer. Il y a d'abord celle qui se fonde sur les identités — dans leurs trois variantes — des armées portées par Colomb et ses héritiers, avec celles pareillement diversifiées qui étaient celles de la maison de ces de Mare qui, de souche génoise, avaient essaimé en Corse et en la Catalogne. Celle aussi qui se base sur le fait qu'on sait d'irrécusable façon que Christophe Colomb faisait suivre son patronyme du surnom terrien de Terra Rossa et qu'il existait de son temps au Cap Corse, une famille Christophari - Colombani de Terra Rossa, qui était précisément issue des De Mare. Celle enfin qui, faisant état de ce que le Découvreur du Nouveau Monde ne voulut jamais porter que le nom de Colon (qui est aussi l'hispanisation de Colo, diminutif de Nocolo), met l'accent sur le fait qu'en 1441 (date approximative de la naissance de Christophe Colomb) un catalan, Nicolo de Mare, acquit ou récupéra la citoyenneté gênoise. On pourrait encore envisager quelques hypothèses (une grecque, une provençale, une gêno-criméenne encore) dont la moins étayée par les faits attestés serait pourtant autrement solide que la folle trouvaille de M. de Madariaga.

***

Rien ne vaut, s'est dit notre Don Salvador, ces « bouts d'écrit » qui suffisent, on le sait, à faire pendre leur homme. C'est donc par l'examen des « preuves » autographes qu'il nous brandit que nous allons commencer l'inventaire de son sac à malices.

On sait que l'Amiral faisait précéder sa signature d'un mystérieux heptagramme, et il fallait s'attendre à ce que M. de

Madariaga y descernât un talisman hébraïque, en l'espèce un « shabbai ». Supposition éminemment gratuite que celle-là ! On pourrait en dire autant des devises pareillement initialées des Habsbourg (A. E. I. O. U.) et du F. E. R. T. de l'ordre de l'Annonciade. Et M. de Madariaga ignore-t-il vraiment qu'au Moyen Age, la cryptographie faisait fureur à ce point qu'on l'a fait souvent dériver de cette « sainte kabbale chrétienne » dont le Bienheureux Raymond Lulle fut la plus belle illustration.

Ici, notre homme de tirer surtout argument de la « ressemblance obsédante » qu'il remarque, dit-il, entre une certaine lettre hébraïque et l'Y dudit heptagramme. Mais si cet Y est paraphé sur la gauche, c'est parce qu'il s'agit d'une majuscule cursive qui, dès lors, prête inévitablement à confusion avec la lettre hébraïque en question, qui est l'*ain*. Exactement comme la majuscule O, par exemple, ressemble, et tout à fait, au chiffre 0 (zéro).

Faisant flèche de tout bois, voici maintenant que M. de Madariaga tient pour absolument décisive en faveur de sa thèse, l'appellation de « secunda casa » donnée par Colomb au temple de Jérusalem dans une « postille » aux « *Ymago-Mundi* » du cardinal d'Ailly. L'argument serait peut-être à serrer de près si l'annotation en question était du cru de son scripteur. Or, il s'agit d'une longue chronologie de l'âge du monde, puisée dans quelque ouvrage, directement ou indirectement, rabinique. Et cette chronologie-là, Colomb la prenait si peu à son compte qu'il eut l'occasion de la récuser par ailleurs, pour s'en tenir à celle du plus catholique des rois, Alphonse le Sage.

***

Si présomptueux qu'il puisse être, M. de Madariaga n'en est pas moins conscient de la fragilité de ses preuves prétendues littérales. C'est pourquoi il va entreprendre de les renforcer par des preuves testimoniales. On va voir de quelle façon il s'entend à les solliciter.

Nous avons décidément affaire à un beau virtuose du syllogisme boiteux ! Voilà-t-il pas celui qu'il nous assène et qui peut paraître irréfragable si l'on en accepte les postulats les yeux fermés : « Colomb, nous dit-il, fut appelé, par ses administrés « el rey Faron » (le roi Pharaon). Or, à l'époque, dans l'argot des moines, « los de Faron » (ceux du Pharaon), c'étaient les juifs. Il est donc constant que Colomb fut, de son vivant, taxé de judaïsme ». Et voici, croit-il, passée sa muscade.

Elle chute pourtant, et de quelle façon ! dès qu'on prend la peine de disséquer les termes de ce prétendu A + B.

Le premier point sur lequel notre homme s'évertue réside dans le fait que le père Juan de Trasierra, congratulant le cardinal primat Pédro Gonzales de Mendoza d'avoir été à l'origine de la disgrâce de Christophe Colomb, appelle celui-ci le roi Faron. Après quoi il tombe en arrêt sur un quatrain satirique des *Coplas del Provincias* où un certain frère Bujarron s'entend dire qu'à son nez on le reconnaît pour être « de ceux du Faron ».

Voilà ce qui à ses yeux est clair et décisif. Il est évident pour lui que ce n'est qu'un juif qu'on peut reconnaître à son nez.

Est-il si sûr que cela que dans l'Espagne médiévale les gens discernaient dans la convexité de cet appendice une spécificité judaïque ? Si certain, aussi, que cette façon de parler qui consiste à désigner le tout par la partie ne faisait pas, un peu partout au vieux temps, de nez le synonyme de visage ? « Son nez ne me dit rien qui vaille », cela veut assez bien dire « sa figure ne me revient pas ».

Oui, a sans doute pensé notre si perspicace auteur, mais cette façon de parler concerne « un de ceux du Pharaon ». Si nous voulons le suivre dans cette voie où il nous entraîne, nous allons être obligés de marcher la tête en bas. Car, enfin, le Pharaon était le roi d'Egypte et le persécuteur des juifs, lesquels étaient, eux, « ceux de Moïse ». Ici, M. de Madariaga va avoir, bien malgré lui, la gentillesse de nous sortir lui-même de l'embarras où il nous a placés. Nous lisons en effet à la page 405 de son propre livre ces simples lignes :

« *L'Espagne est, en tant que milieu géographique, un lieu de prédilection pour tout ce qui est oriental, c'est là que les trois races orientales — les Gitans, les Arabes et les Juifs — ont connu leur plus haut degré d'activité créatrice.* »

Les Gitans, eh oui ! qu'il place en tête de son inventaire ethnique, s'identifient à la lettre avec « ceux des Pharaons ». Leur nom même en témoigne. Il s'écrit, ce nom, selon les climats, Gypsy, Gitano, Tzigane, toutes formes qui dérivent linguistiquement *d'aegiptanus* (égyptien). Et qui donc s'inscrirait en faux contre cette constatation que les Egyptiens ont été, bien mieux que les Juifs, le peuple des Pharaons ?

Si, au lieu de poursuivre la bride sur le cou le rêve de son obsession, M. de Madariaga avait pris la peine de consulter un bon dictionnaire latin — celui de Quicherat, par exemple — il y aurait trouvé un certain nombre de références puisées dans les œuvres d'auteurs de basse latinité et qui établissent que le pays de Pharos ou des Pharos c'était, tout simplement l'Egypte. Or, le latin PHARO devient automatiquement, en espagnol, FARON. C'est donc, indubitablement aux Gitans que l'auteur des *Coplas* faisait allusion.

S'ensuit-il que le père de Trasierra voulut insinuer que Christophe Colomb était de sang gitan ? Le sens du sobriquet qu'il lui donne ne saurait comporter rien de tel. En l'espèce, cet homme d'église use tout naturellement d'un thème familier à tous les prédicateurs, rompus à ce langage biblique où les malédictions contre Babylone et les Amalécites alternent avec les évocations fulgurantes du destin de Balthazar. Et au moment même où nous nous préparons à écrire ces lignes, nos yeux ne viennent-ils pas de tomber sur un article du « Parisien Libéré » où l'on nous parle des « lamentables robots » impitoyablement mécanisés par le « pharaon nazi » ? Faut-il donc s'attendre à ce que vers l'an 2400, d'aucuns interprètent ces lignes à la mode madariaguène en concluant que de nos jours le judaïsme du Fuhrer fut de la sorte attesté ?

***

C'est maintenant le témoignage d'un évêque, le célèbre Las Casas en personne, qu'on nous assène. Il a eu beau faire, et de son mieux, ce premier évêque des Indes Orientales, le panégy-

rique des édifiantes vertus chrétiennes du *Descubridor*, il n'en a pas moins à compter avec un censeur si sourcilleux qu'il semble être de l'étoffe des inquisiteurs. On va voir avec quelles lunettes il scrute les quelques lignes que voici :

« *En ce qui concerne la religion chrétienne* (nous suivons ici la traduction de M. de Madariaga) *il était sans doute* (*sin dudo*) *catholique et d'une grande dévotion* ». Pourquoi « *sans doute ?* » rugit l'autre. On devine les conclusions qu'il dévide de sa trouvaille, à savoir entre autres que notre évêque flairait, qu'il se l'avouât ou non, un *converso* dans ce paroissien-là. Mais raisonner de la sorte, c'est vouloir oublier que ce n'est qu'à une date relativement récente que dans l'ensemble des langues romanes « sans doute » a revêtu ce sens dubitatif qui a prévalu. Jadis, ces deux mots signifiaient « sans aucun doute » ou au moins « très certainement ». Il nous suffira pour justifier ce que nous avançons de citer un passage d'un vieux chroniqueur, Pinel Y Monroy qui dans son *Retrato del Buon Vasselo* (biographie du marquis de Moya et de son épouse) nous dit à propos d'un fait qui se situe l'année même de la découverte du Nouveau Monde : « E SIN DUDO que los Marqieses signeron al Rey y a la Reyna en estas jornadas ». C'est-à-dire : « Il n'est pas douteux que le marquis et la marquise accompagnèrent le Roi et la Reine en ce voyage ». La raison est ensuite précisée de cette certitude, à savoir qu'ils étaient à la tête de la Maison Royale et qu'on ne connaît aucune raison qui eut rendu leur absence indispensable.

On voit que, tout grand humaniste qu'on nous prétend qu'il est, notre Don Salvador n'a que des lumières assez mitigées touchant la sémantique de sa propre langue en son âge d'or.

***

Un de ses chevaux de bataille sur lequel il compte le plus réside dans le fait que Christophe Colomb aurait été puissamment aidé par les « conversos » dont, nous dit-il, la cour des souverains catholiques aurait été très abondamment pourvue. C'est ainsi qu'il nous affirme que le marquis de Moya était d'origine judaïque. Or sa généalogie vérifiée par le roi d'armes de Castille nous apprend qu'il était issu de la très chrétienne maison de Xibaya. Et puis c'est la marquise de Moya qui, bien plus que son époux, aida Colomb de tout le crédit qu'elle pouvait avoir auprès de la Reine Isabelle. Or elle était la sœur d'un certain commandeur Francesco de Bobadilla lequel avait été un vrai chevalier de la croisade.

***

Mais par contre ce très saint homme qu'était Hernando de Talavera aurait été, nous dit M. de Madariaga, un converso, « *au moins par sa mère* ». C'est pourtant lui qui, chargé par les souverains catholiques de présider la commission d'examen des propositions de Colomb décida qu'elles devaient être rejetées parce qu'elles n'offraient aucun intérêt ! Et quelques années auparavant, c'était un cosmographe de Lisbonne connu sous le nom de Maître Joseph le Juif que le roi de Portugal avait chargé d'une mission et qui tout pareillement avait traité par le

mépris le grand dessein de Colomb. Celui-ci, donc, avait quelques raisons personnelles de se plaindre des juifs, conversos ou non. Et nous verrons plus loin en quels termes il savait leur dire leurs quatre vérités.

⁂

Les faits étant à ce point récalcitrants à voler au secours de notre obstiné, le terrain des déductions psychologiques où il s'élance allègrement lui serait-il d'aventure mieux propice ?

L'essentiel, à ses yeux, va être d'établir que l'esprit de Colomb a été constamment hanté par des réminiscences de l'Ancien Testament.

« *Voyez,* nous dit-il en substance, *ces parallèles constantes qu'il développe entre les destinées de Moïse et de David et de la sienne ! Voyez comme il a entendu s'appliquer à lui et à lui seul certains versets des prophéties d'Esdras et d'Isaïe* ».

M. de Madariaga nous montre tout simplement ici que sa connaissance en général de cette chrétienté médiévale, si profondément imprégnée de réminiscences bibliques est à la mesure de ses lumières sur l'Espagne du XVe siècle en particulier.

Il se garde d'ailleurs bien de nous rappeler que si Colomb cite constamment la prophétie d'Esdras où il est dit que notre monde est composé d'un sixième de mers pour cinq sixièmes de terre, il a soin de préciser que « cette opinion est partagée par saint Ambroise et saint Augustin », qui sont des références tout de même assez inattendues chez un prétendu Kabbaliste.

Puis, Las Casas ayant mis dans la bouche de Christophe Colomb cette phrase : « *Ainsi cette haute mer m'était nécessaire, car cela ne s'était jamais vu depuis l'époque des Juifs quand ils sortirent d'Egypte avec Moïse qui les conduisait hors de captivité* », M. de Madariaga entre en transes de si belle façon que nous ne pouvons pas résister au plaisir de citer le beau chef-d'œuvre élucubratoire que voici :

« *Comme elle le hantait,* écrit-il sans sourciller, *cette tradition juive et quelle force a ce lien inconscient* (sic) *qu'il établissait entre lui-même et le grand patriarche juif. Cette phrase que le simple Las Casas rapporte mot à mot éclaire les coïncidences mystérieuses que nous avons notées entre l'exode de Colomb et l'exode de ses frères expulsés d'Espagne. Dans le profond de son être inconscient* (resic) *il n'était pas seulement le Chevalier de la Mer gagnant ses éperons d'or, il était le nouveau Moïse conduisant son peuple persécuté au triomphe par procuration* ».

Mais M. de Madariaga se comporte-t-il vraiment en historien lorsqu'il prend son texte pour argent comptant au point de souligner « *cette phrase rapportée mot pour mot* ». Qu'en sait-il, sapristi ! Une des règles élémentaires de la critique des témoignages est de tenir pour *littéraires* les discours que les vieux auteurs mettent dans la bouche de leurs héros parce qu'à leur sens le style direct rendait plus vivant leur récit. Or c'est plus de soixante ans après que Las Casas aurait reproduit « mot pour mot » un propos qu'il ne pouvait connaître que par ouïdire.

⁂

Mais voici encore une perle d'un bel orient :

Dans sa lettre au Roi et à la Reine, lisons-nous, *par laquelle Colomb commence le récit de son premier voyage, on trouve les lignes suivantes :*

« *Et ainsi, ayant expulsé tous les Juifs de vos royaumes et possessions, dans le même mois de janvier, Vos Altesses m'ordonnèrent d'aller avec une flotte suffisante dans les dites parties de l'Inde et pour ce dessein m'accordèrent de grands honneurs, m'anoblissant de sorte que désormais je fusse appelé Don et fusse Grand Amiral de la Mer Océane, vice-roi et gouverneur général à perpétuité des îles et de la terre ferme* ». On pourrait croire de ce préambule que M. de Madariaga travaille ici sur un texte (une lettre !) dont l'autographe subsiste. En réalité on ne possède pas les manuscrits des deux versions qui en sont imprimés hors d'Espagne en 1493 et vraisemblablement à l'insu de Colomb. On ne saurait donc édifier tout un monde de suppositions sur le littéral de leur mot à mot. Et puis enfin il se trouve que la ratification des accords dont le principe avait été bien arrêté au mois de janvier est postérieure effectivement à la cédule du 31 mars portant expulsion des Juifs.

Cela n'empêche pas notre auteur de triompher sous prétexte que ce n'est point le mois de janvier 1452, mais le mois d'août de la même année qui vit les Juifs partir effectivement pour l'exil. Et puis de nous expliquer sans rire, que le choc psychologique qu'aurait valu à Christophe Colomb la persécution de sa race avait tout brouillé dans son esprit : « *De là,* dit-il, *cette phrase si inattendue, en contradiction avec les événements extérieurs et qui n'est que l'expression irréfléchie de ses pensées intimes : Ayant expulsé les Juifs, vous m'avez envoyé dans l'Inde et vous m'avez fait Grand Amiral. Ayant abaissé ma race, vous m'avez élevé* ».

Sur quoi M. de Madariaga, faisant feu des quatre fers, tire argument de la sècheresse de la phrase en question pour lui donner le sens d'une protestation implicite. « *Quoi,* s'étonne-t-il, *pas un mot de félicitations pour ce bel exploit de l'intolérance ! Comment refuserait-on de voir qu'un tel silence est un désaveu et le seul qu'il pouvait se permettre* ». C'est oublier que l'expulsion des Juifs représentait pour les Espagnols de ce temps-là un événement pour le moins aussi mémorable que cette conquête du royaume de Grenade qui avait quelques semaines auparavant, parachevé la reconquête de l'Espagne par les Espagnols. Ainsi, une mesure qui choque la raison et la sensibilité des hommes de notre époque était pour eux mémorable dans toute la mesure où elle marquait le début d'une ère nouvelle.

Et si Christophe Colomb évoque sans fioritures congratulantes l'expulsion des Juifs, c'est tout simplement parce que l'étiquette eût interdit en une telle circonstance tout dithyrambe, qui eût comporté comme contrepartie virtuelle une latitude de désapprobation. Assurer au Prince qu'il a eu raison, c'est parfois sous-entendre qu'il aurait pu avoir tort.

Et nous dire que, en l'occurrence, Christophe Colomb ne craignait pas de se permettre une « protestation implicite » dans cette ironique symétrie qu'on imagine, c'est montrer qu'on ne connaît que d'assez loin la psychologie d'une époque qu'on ambitionne pourtant de ressusciter.

Jusqu'à présent, M. de Madariaga a entrepris, si l'on peut dire, de psychanalyser Colomb sur le support de textes de son choix et qu'il interprète à sa guise. Mais sans doute se trouve-t-il encore mieux à son aise dans le vide pur que dans les nuages. Il va s'y perdre, en tout cas, au point d'articuler que ce qu'il appelle « le sens contractuel » du Descubridor est spécifiquement juif, tout autant que ce sens de la solidarité familiale dont il est en effet indubitable qu'il était au plus haut point animé.

Eh quoi ! le vieux droit romain ne serait-il pas contractuel au possible, qui a posé en principe que les conventions sont la loi des parties ? Et tout le droit coutumier de la chrétienté médiévale n'était-il pas lui aussi essentiellement contractuel ? Que la Religion comme le Droit du peuple d'Israël soient éminemment littéraux et fondés, dirait-on, sur le sempiternel donnant-donnant, ne change rien à ces faits. Et puis, à ce compte-là, combien de plaideurs obstinés à n'en rien démordre dans leurs prétentions et dont les instances encombrent les rôles de nos tribunaux ne devraient-ils pas être portés à l'actif d'Israël ?

Il s'agit maintenant pour M. de Madariaga, aux yeux duquel tout esprit de clan s'identifie nécessairement avec un certain instinct tribal, de nous démontrer que la confiante affection que Colomb portait à ses bons frères et le souci qu'il eut de leurs intérêts étaient de la même nature que la tendre miséricorde dont Joseph usa envers les siens. Et de nous citer à cet effet ce passage d'une des lettres de Colomb à son fils don Diégo, où il lui dit : « *Prenez garde de votre frère. Il a un bon naturel et il sort déjà de la jeunesse. Dix frères ne seraient pas de trop. Je n'ai jamais trouvé de meilleurs amis de droite et de gauche que mes frères* ». Sur quoi, voici ce qu'éjacule, noir sur blanc, M. de Madariaga : « *Ceci révèle à nouveau ce sens profondément juif de la coopération dans le cercle de la famille le plus étroit* ».

Mais quelle est donc, dirons-nous, la race par excellence qui a le mieux dans le sang le sens de la solidarité familiale ? Il ne nous reste qu'à attendre la parution d'un gros ouvrage où le même auteur nous démontrera que Napoléon était, lui aussi, un juif converso. Cette thèse-là vaudrait bien l'autre. Il est avéré que le français n'était point la langue maternelle du petit garçon du *magnifico* Carlo Buonaparte qui, lorsqu'il ceignit la couronne, s'occupa de ses frères, de ses beaux-frères, de son oncle et de ses beaux-enfants. Ne voilà-t-il pas déjà de beaux matériaux pour des échafaudages en châteaux de carte ?

***

C'est sur une note d'un comique assez pauvre que nous allons en finir avec notre inventaire. Et, de fait, nous avons été tentés de nous frotter les yeux en voyant que lorsqu'il butait sur des textes où Colomb lui-même proclame son animosité foncière envers les conversos, non seulement notre homme ne battait pas en retraite mais prétendait, tout au contraire, découvrir de nouveaux arguments.

C'est ainsi qu'il fait triomphalement état de ce que Christophe Colomb, soupçonnant le converso Ximeno de nourrir de mauvaises intentions à son égard, parle de lui en ces termes

à Ferdinand et à Isabelle : « *Je ne sais pas ce qui lui est arrivé là-bas* (à Séville), *sinon qu'il est de la race de ceux qui s'entraident jusqu'à la mort, alors que je suis loin et que je ne suis qu'un étranger exilé* ». « *Ceux qui connaissent la psychologie juive*, enchaîne froidement M. de Madariaga, *ne considèrent pas ce texte comme un argument contre la thèse de l'origine juive de Christophe Colomb mais plutôt comme un argument en sa faveur* ».

Et de récidiver à l'occasion d'une autre lettre à ses souverains où Christophe Colomb, faisant le bilan des obstacles auxquels il se heurte, leur déclare : « *Il n'en serait pas ainsi si l'auteur de la découverte avait été un converso, parce que les conversos sont les ennemis de Vos Altesses et des chrétiens, mais ils ont répandu ce nom de telle manière que tout fut perdu et ces hommes qui sont avec Roldan* (le chef des opposants à sa vice-royauté), *lequel en ce moment me crée des difficultés, ont dit que la plupart d'entre eux sont des conversos* ». « *Il est sur la défensive*, jubile M. de Madariaga, *comme Pierre renie Jésus, Colomb renie Israël* ».

Au point où nous en sommes arrivés, nous avons le sentiment d'être en présence d'un cas bien caractérisé de manie interprétatoire.

***

Tout ceci est sans consistance et puéril au possible. Et s'il faut vraiment, pour en être quitte une fois pour toutes, écraser de flasques élucubrations à coup d'arguments massues, voici une besogne qui n'aura rien de bien essoufflant.

Nous dirons donc, pour commencer, que Gênes était la ville la moins indiquée à tous égards pour qu'on y situe l'habitat possible d'une famille juive ayant fui l'Espagne inhospitalière du XIVe ou du XVe siècle. C'est en nous appuyant sur l'autorité la moins récusable en la matière que nous énoncons ce fait, rigoureusement historique, que la République de Gênes n'a jamais accueilli au Moyen Age de juifs sur son territoire. Ceux qui prétendaient débarquer dans ses ports étaient reçus comme pestiférés en quarantaine. Il suffit pour s'en convaincre de consulter à l'article Genova cette monumentale « Jewish Enciclopedy » qui est comme le Grand Larousse d'Israël. On y voit qu'au XIIe siècle « *les juifs furent expulsés ou contraints, par des persécutions organisées, à s'en aller. Benjamin de Tudela, de passage à Gênes en* 1165 *n'y trouva que deux juifs qui y résidaient. Il est certain qu'il fut plus tard interdit aux juifs de s'attarder plus de trois jours à Gênes. Cette prohibition subsistait encore en* 1492 ». Il est donc impensable que de 1429 à 1470, dates limites de la présence attestée à Gênes des Colombo dont la thèse génoviste prétend faire la famille du découvreur du Nouveau Monde, trois générations de juifs *conversos* aient pu vivre à Gênes, y commercer librement, y exercer même des fonctions publiques comme celles de gardiens des tours de la République, en un mot jouir du plein droit de cité, et ceci en ne parlant que l'espagnol à leurs foyers, au point que leurs enfants auraient été incapables de s'exprimer correctement dans la langue nationale ! Si l'on s'en rapporte aux dits « documents

gênois », la mère de Christophe Colomb aurait été cette Suzanna Fontarossa qui tirait son nom d'un petit village de la vallée de Fontana-Buona, à neuf lieues de Gênes. Nous dira-t-on qu'elle aussi était une *converso* dont la famille ne s'exprimait qu'en espagnol, ce qui expliquerait qu'elle aurait été incapable d'apprendre l'italien à ses fils ? Les hameaux perdus dans la campagne de ce pays si fermé à l'immigration juive auraient-ils donc été accueillants à ce point à des juifs convertis et publiquement rebelles à l'assimilation ? Passons...

Nous allons maintenant administrer la preuve littéraire que Colomb n'avait aucune notion de l'hébreu le plus élémentaire. Et ceci parce qu'il écrit Barut le nom du prophète Baruch, ce qu'un juif judaïsant, à quelque titre que ce soit, ne pouvait absolument pas faire. Cette graphie divagante se trouve précisément dans son *Libros de los Profecias* qui fourmille de citations des grands et des petits prophètes d'Israël. Or, toutes les graphies traditionnelles de leurs noms sont respectées à la seule exception de celle du nom de Baruch.

Il s'agit là, aux yeux du public chrétien le mieux familiarisé avec la Bible, d'un prophète d'une renommée quelque peu confidentielle et qui fut surtout le scribe de Jérémie. Par contre son nom est un de ceux qui sont les plus familiers à une oreille juive. D'abord parce que le Talmud fait cas de ce prophète bien plus que la Bible. Et puis parce que le nom de Baruch, qui signifie en hébreu « celui qui est béni » est le plus bénéfique de tous ceux qu'un père peut donner à son fils.

En bref, un juif qui écrirait Barut pour Baruch vaudrait un Français qui muterait en Fot le nom du maréchal Foch.

Tout cela devait être dit. Parce que d'obscures raisons ont suscité un indécent battage autour d'affabulations que les quelques spécialistes vraiment qualifiés pour en connaître n'ont guère traitées que par le mépris. Le peu de protestations qu'elles provoquèrent de leur part ne s'exprimèrent jusqu'à présent que dans des publications scientifiques d'une audience assez limitée. C'est ainsi que dans l'une d'elles, un professeur de l'Université de Harvard, M. Samuel Elliot Morrison, lequel se trouve être aux Etats-Unis la plus haute autorité en la matière, n'a pas craint de s'exprimer en ces termes : « *Salvador de Madariaga,* écrit-il, *échafaudant un considérable ensemble d'hypothèses et d'insinuations qui ne reposent sur rien d'aussi vulgaire que les faits, a présenté Colomb comme le descendant d'une famille juive converso* ».

Jugement sommaire, certes, mais qui fait balle et qui émane d'un de ces hommes du Nouveau Monde aux yeux de qui le temps est trop précieux pour qu'on le gaspille à enfoncer les portes ouvertes. Pour nous qui pensons, comme le prince de Bénévent, que lorsque les choses vont sans dire elles vont encore mieux en les disant, nous savons aussi que les légendes ont la vie dure quand on ne les a pas exorcisées assez à temps. Et qu'il n'était donc point mauvais qu'une juste sentence motivée surgisse d'elle-même d'un dossier plaidé, enfin, sur le fond.

Armand BERNARDINI-SJŒSTEDT.

Les Livres du Mois

« *LE SECRET DE PEARL-HARBOR* », par le Contre-Amiral R. A. THEOBALD (*Traduction française du Capitaine de Vaisseau* R. JOUAN. — Payot, *édit.*).

L'amiral Théobald, qui commandait les contre-torpilleurs de la Flotte du Pacifique, à Pearl-Harbor, le 9 décembre 1941, et qui assista, dans sa défense, son chef, l'amiral Kimmel, rendu responsable du désastre au même titre que le général Short, commandant les forces terrestres de Hawaï, s'est appliqué à les laver tous deux des griefs qui leur furent imputés. Mais, ce faisant, il a jeté une vive lumière sur un sujet d'une tout autre ampleur : la politique du guerre du Président Roosevelt.

Dès la défaite de la France, en juin 1940, celui-ci a la conviction que les Etats-Unis doivent se battre le plus tôt possible aux côtés de la Grande-Bretagne, sous peine d'avoir à le faire seuls, ultérieurement, contre l'Allemagne, maîtresse de l'Europe. Mais il a, derrière lui, un pays désarmé et pénétré d'isolationnisme, ni matériellement, ni moralement, prêt à la guerre et il se persuade vite qu'il ne sera suivi par le Congrès et ne réalisera l'union intérieure indispensable, qu'en face d'une agression caractérisée. Des deux objectifs qu'il se propose, en conséquence : réarmer et se faire attaquer, le premier est, de beaucoup, le plus facile. Une campagne couronnée de succès convainc le pays de faire cesser ses impréparations. Mais, en dépit de multiples provocations par violation de la neutralité ou des usages diplomatiques (fourniture d'armement et de cinquante destroyers à la Grande-Bretagne, acquisition de bases en territoire britannique, au Groenland et en Islande, loi du prêt-bail du 11 mars 1941, fermeture des consulats et « gel » des avoirs allemands et italiens, annonce que la marine assurera la sécurité des routes maritimes vers l'Islande et les autres garnisons avancées, puis le 11 septembre 1941, ordre aux navires et avions d'ouvrir le feu contre les bâtiments de l'Axe, qui pénétreraient dans les eaux considérées comme d'un intérêt vital). Il apparaît que Hitler se refuse à entrer officiellement en guerre contre les U. S. A.

Heureusement, pour Roosevelt, l'Allemagne, l'Italie et le Japon ont signé, le 20 septembre 1940, le Pacte à trois par lequel ils s'engagent à faire cause commune contre toute puissance qui attaquerait l'un d'eux. Dès lors que la guerre avec le Japon entraînerait *ipso facto*, la guerre avec ses deux alliés, il passe au premier plan, pour le Président qui exerce contre lui une insistante pression diplomatique et économique, en vue de l'amener à ouvrir les hostilités par une attaque-surprise contre la Flotte du Pacifique, affaiblie et

maintenue dans les eaux hawaïennes comme appât, malgré l'avis des plus hautes autorités navales. On se souvient, en effet, à Washington, qu'à trois reprises, depuis moins d'un demi-siècle, le Japon est entré en guerre par une offensive brusquée synchronisée avec sa déclaration de guerre : contre la Chine en 1894, la Russie en 1904, la concession allemande de Tsing-Tao en 1914.

Le 9 octobre 1940, le gouvernement américain cesse de subventionner les envois de céréales en Extrême-Orient. Au début de 1941, la Grande-Bretagne et les Etats-Unis commencent à apporter une aide militaire et financière à la Chine et à rapatrier leurs citoyens résidant en Extrême-Orient. Le 29 mai, en représaille de la saisie d'essence américaine à Haïphong, l'exportation des matières premières pouvant servir à la guerre, est interdite des Phillipines vers le Japon. Le 25 juillet, pour riposter à la main-mise sur l'Indochine, les Etats-Unis, la Grande-Bretagne et les Pays-Bas « gèlent » les avoirs japonais et cessent tout commerce avec l'Empire du Soleil Levant. Du 9 au 13 août, Roosevelt rencontre Churchill à Terre-Neuve et il est convenu qu'ils se prêteront une aide réciproque si les U. S. A., l'Angleterre ou une tierce puissance, non encore belligérante, sont attaqués par le Japon dans le Pacifique. Le 17 août, le Président décline une proposition d'entrevue avec le Prince Konoye, premier ministre japonais. Néanmoins, les Nippons, soucieux de rompre l'encerclement économique, continuent de négocier à Washington, même après l'arrivée au pouvoir du général Tojo (18 octobre). Mais, le 26 novembre, une note américaine les place délibérément dans l'obligation de choisir entre la capitulation et la guerre ; elle exige, en effet, l'évacuation de la Chine et de l'Indochine, l'abandon des gouvernements satellites de Chine et du Mandchoukouo, un engagement général de non agression et la renonciation au pacte à trois.

Pendant ce temps, sur décision de Roosevelt, la Flotte du Pacifique est restée basée à Pearl-Harbor, bien qu'elle y soit en situation risquée, qu'elle ne puisse exercer aucune influence sur les événements d'Extrême-Orient et qu'elle soit affaiblie, en mars 1941, par l'envoi dans l'Atlantique, de trois cuirassés, un porte-avions, quatre croiseurs légers et dix-huit destroyers et, en décembre, par le détachement de deux escadres convoyant des avions vers Wake et Midway.

Cette flotte, ainsi exposée, et les forces terrestres des Hawaï, sont laissées dans une demi ignorance de la situation. Elles reçoivent bien, le 27 novembre, le télégramme d'alerte générale, lancé après la remise de la note du 26, mais celui-ci, s'il envisage des opérations japonaises contre les Philippines, la Thaïlande, l'isthme de Kra ou Bornéo, ne fait allusion à aucune menace contre les Hawaï, et, jusqu'au 7 décembre, aucune autre information ou recommandation n'est adressée aux autorités de cette région. Cependant, le gouvernement de Washington est admirablement renseigné, car il déchiffre les télégrammes les plus secrets des Nippons. Il sait que ceux-ci sont décidés à passer à l'action si les négociations échouent, qu'ils s'intéressent à la position exacte des gros navires, sur la rade de Pearl-Harbor qu'ils donnent dès les premiers jours de décembre, l'ordre de détruire les codes secrets à leurs postes diplomatiques ; Roosevelt a même connaissance, le 6 au soir, de la majeure partie du long texte qui doit accompagner la déclaration de guerre. Et rien de tout cela n'est communiqué aux Hawaï. Pourquoi ? Parce que,

si l'Amiral Kimmel avait connu la situation réelle, la Flotte du Pacifique aurait pris la mer et Tokio, informé par son excellent espionnage, aurait renoncé à son agression.

Le Président Roosevelt a donc voulu délibérément le drame de Pearl-Harbor. Celui-ci a été cruel. Le 7 décembre, entre 7 heures 50 et 9 heures, 6 cuirassés ont été envoyés par le fond, une centaine d'avions détruits et 4.303 marins et soldats tués. L'Amiral Théobald en prend très réalistement son parti, parce que ce fut le prélude à une victoire totale et conclut qu'une discussion morale ne conduirait à rien. Peut-être ; mais il nous sera bien permis, à nous autres Français si souvent en butte à la manie moralisante des Américains, de faire observer que la politique des U. S. A. s'inspira alors bien plus de Machiavel que du bonhomme Franklin et qu'entre une agression provoquée et une damnable guerre préventive, la différence n'est pas grande.

J. PERRE.

« *LE DRAME DE L'ARMEE ALLEMANDE* »

par JOHN W. WHEELER-BENETT

(traduction française de Jeanne Collin-Lemercier) *Gallimard, édit.*

Ce gros livre, de près de six cents pages, retrace l'histoire politique de l'armée allemande entre ses deux défaites de 1918 et de 1945 ; il dit comment elle parvint à devenir l'arbitre de la vie politique dans la République de Weimar et comment, quand elle commit l'erreur de se mêler aux luttes intérieures au lieu de les dominer, elle se vit conduire à la plus cruelle des défaites.

La documentation de l'auteur est abondante et solide et sa volonté de faire œuvre objective, certaine. Il est incontestable qu'il apporte une importante contribution à l'Histoire, mais il n'est pas sûr qu'il ait, tout au long, gardé l'impartialité de l'historien.

Il y a, dans son livre, deux fractions de volumes, à peu près égaux, mais de tons assez différents.

La première nous conduit jusqu'à la crise de février 1938 qui, par l'éviction de Blomberg et de Fritsch, consacra la main-mise de Hitler sur l'armée. Un lecteur français informé ne peut alors manquer de se remémorer les deux premiers tomes parus de l'*Histoire de l'armée allemande par Benoist-Méchin* (Albin Michel, éditeur) qui, précisément, s'arrêtent à cette même date. Pour ma part, je vais plus loin et je me demande si quelques références en bas des pages suffisent à mesurer l'influence exercée par cette œuvre magistrale sur l'auteur américain qui n'a, en somme, fait que la compléter et la mettre à jour.

Dans la deuxième moitié du *Drame de l'armée allemande* (ou, pour employer le titre original, *The Nemesis of Power*) transparaît un violent antinazisme qui enlève, à l'œuvre, une part de sa sérénité et de sa lucidité. Il n'est plus question, après juin 1940, que des complots antihitlériens ; le juridisme arbitraire de Nuremberg est présenté comme le jugement assuré de l'Histoire et la vraie nature du drame vécu par les grands chefs militaires est, en partie, faussée et, en partie, méconnue. En fait, ils se trouvaient sommés de choisir entre l'obéissance qui conduisait à un désastre certain et la révolte, en temps de guerre, contre un gouvernement légal, encore légitimé par ce qui subsistait de confiance dans le peuple et la troupe, alors que les Occidentaux exigeaient une capitulation sans condition, même au profit de l'U. R. S. S., ce qui promettait des malheurs aussi effroyables que la lutte jusqu'au bout. M. Wheeler-Benett essaie de nous convaincre que les généraux allemands eussent dû se révolter contre un régime qui violait la loi morale, mais il omet de rappeler que l'ennemi soviétique y était, au moins, aussi étranger. Il cherche, par ailleurs, à voiler l'aveuglement des Anglo-Saxons en nous affirmant qu'ils étaient bien obligés de traiter par priorité les problèmes de luttes contre les tyrannies, mais il semble oublier que répliquer systématiquement au danger le plus immédiat, c'est finalement accepter l'initiative des adversaires.

En fermant ce livre, dont je suis fort loin de méconnaître l'intérêt, je ne puis, néanmoins, m'interdire de penser à ce que seraient ces troisième et quatrième tomes de l' « Histoire de l'Armée allemande », que nous a jadis promis, et que nous doit, Monsieur Benoist-Méchin.

Jean PERRE.

Nous nous excusons auprès de nos lecteurs du retard accidentel de l'article de notre collaborateur Bernard Vorge qui comportait notamment la chronique consacrée au livre de Jacques Benoist-Méchin : Soixante jours qui ébranlèrent l'Occident. *Nous passerons cet article dans notre prochain numéro.*

Au temps des ligues

I

L'année 30, à la rédaction du « Quotidien »

L'hôtel du « Quotidien », avenue Kléber, lorsque je m'y retrouvai en janvier 1930, présentait cet aspect particulier des lieux à demi abandonnés qui ne manquait pas de surprendre quiconque l'avait vu, six années plus tôt, dans le tumulte de la victoire électorale du Cartel des Gauches, lorsque le siège du journal fondé par Dumay était devenu, grâce à la volonté de fer de Pierre Bertrand, grand journaliste météorique à la nonchalance charmante, l'état-major bourdonnant de l'équipe victorieuse.

Henry Dumay, Pierre Bertrand, Georges Boris — ce dernier éminence grise de l'ancien secrétaire général du Cirque Barnum (Dumay avait occupé ce poste dans sa jeunesse) — avaient réussi un des plus étonnants exploits de l'histoire de la presse française contemporaine en fondant un journal « indépendant », disaient-ils, des puissances d'argent, un journal qui affirmait fièrement avoir été « fondé par plus de 100.000 Français ou Françaises » pour le service du bien public.

En fait, il est vrai que les cent mille Français ou Françaises — cet « ou » avait eu beaucoup de succès à l'époque — instituteurs et institutrices pour la plupart, avaient été magistralement bernés dans cette affaire dont l'histoire constituerait un fonds de roman balzacien. Souhaitons que cette trame inspire un jour un vrai romancier, en attendant, contentons-nous de résumer, à grands traits, ce qu'il faut savoir pour l'intelligence de cette première mise en page de quelques personnages.

Le « Quotidien » avait été initialement financé par les lecteurs et abonnés — ces derniers au nombre de plus de cent mille — d'un hebdomadaire « Le Progrès Civique », organe de gauche plutôt pisseux, libre penseur et cocassement anticlérical qui avait su persuader son public qu'un journal qui appartiendrait effectivement à ses lecteurs ne serait pas comme les

autres. Indiquons en passant qu'Eugène Merle, l'année suivante, lançait « Paris-Soir » dans les mêmes conditions, en s'adressant au public du « Merle Blanc » dont le tirage hebdomadaire dépassait un million d'exemplaires. C'est ainsi que plus de « cent mille Français ou Françaises » étaient devenus les actionnaires du « Quotidien » et le fait est qu'après le 11 mai (1924) ils en eurent vraiment pour leur argent. C'est Pierre Bertrand qui, le surlendemain du triomphe du tandem Herriot-Blum, lança en grande manchette la formule fameuse « Toutes les places et tout de suite », lui encore qui, à la grande joie de Léon Daudet dont le rire puissant demeurera l'écho le plus durable de cette époque, enjoignit aux vainqueurs de déloger Millerand de l'Elysée, ce qui fut fait avec toute la célérité désirable.

Mais Georges Boris, l'éminence grise de Henry Dumay, après avoir été le secrétaire de Loewenstein, un écumeur réputé de la finance internationale qui devait trouver un peu plus tard une mort tragique en tombant d'un avion de ligne, se souciait bien d'un journal pur ! Cette belle réputation, c'était le moyen de réussir de plus fructueuses combinaisons. En somme, Dumay jouait les Célestine qui font payer plus cher les faveurs des filles de bonne réputation.

Mais le succès du « Quotidien » ne put survivre à l'échec du Cartel. L'emprise des milieux d'affaires devint de plus en plus visible et quelques années après sa fracassante apparition, Pierre Bertrand disparu, c'était une feuille à vendre.

Peu prodigue, un acquéreur se présenta après d'autres, Jean Hennessy, député, ambassadeur, marchand de cognac, et c'était lui le patron invisible derrière l'ancien rédacteur en chef de la « Lanterne », Félix Hautfort, un homme amène, courtois autant que rusé, fort étonné de se trouver dans un journal au tirage encore important, habitué qu'il était aux petites feuilles fort rentables du style « Petit Bleu », « Homme libre », « Eclair » (de Buré), « Rappel » et autres « République Française » dont le tirage devait atteindre, pour la plupart, les meilleurs jours, 2.000 exemplaires, y compris les services et le dépôt légal.

J'avais, ce jour-là, rendez-vous avec son secrétaire général, Robert Bobin, chargé de reconstituer une rédaction. Ami de Renaudel, Robert Bobin, socialiste de l'école de Jaurès, était un jeune universitaire ravi de se trouver à vingt-sept ans à un poste de commande et bien décidé à ranimer ce journal défaillant. Malicieux et volontiers gouailleur, il lançait ses boutades entre deux bouffées de pipe, cultivé et bourreau de travail, la

sincérité de ses convictions et une honnêteté intellectuelle intransigeante en faisaient un confrère dont on appréciait, à l'usage, le solide caractère. Réservé sous des dehors bonhommes, il ne prodiguait pas son amitié, mais attendait d'avoir des raisons d'estime pour la donner. Il aurait, à coup sûr, réussi dans la tâche qui lui était confiée si le commanditaire lui avait fourni le minimum indispensable de moyens matériels. Mais Jean Hennessy avait des idées personnelles, sinon originales, il voulait bien qu'on développât l'information, les grandes enquêtes et les reportages, à condition toutefois de ne pas augmenter les frais...

A Robert Bobin la tâche ingrate de persuader ses collaborateurs... J'allais être de ceux-là. Débarqué quelques jours plus tôt de l' « Ami du Peuple » fondé par Coty, où deux années auparavant, j'avais été le plus jeune chef des informations d'un journal parisien à grand tirage — trois mois après son premier numéro ce journal boycotté par le Consortium des « cinq grands » (1) et distribué par des moyens de fortune, improvisés au jour le jour, vendait plus d'un million d'exemplaires — je rencontrai quelques jours plus tard dans la grande salle de rédaction du « Quotidien », un ancien salon d'hôtel particulier assez lugubre avec ses boiseries sombres, l'équipe composite mais jeune de Robert Bobin qui s'opposait aux rares anciens demeurés en place. A côté de Robert Cardinne-Petit, venu du « Figaro » — en qui je retrouvais un ami de prime jeunesse — il y avait là Robert Gerin, historien et ancien capitaine de la guerre qui s'obstinait depuis des années à démontrer que les responsabilités de la guerre n'incombaient pas toutes à l'Allemagne et prônait l'objection de conscience avec l'autorité d'un ancien combattant incontestable, Romain Roussel, dont on remarquait tout de suite le sourire brillant d'ironique intelligence derrière ses lunettes, goguenard et placide, J.-M. Hermann qui devait bientôt nous exposer qu'une des demi-tribus d'Israël était étrangère à la souche sémitique, ce qui expliquait, à son avis, que Lucien Vogel et lui-même eussent physiquement les traits caractéristiques de l'aryen, et qui animait cette maison poussiéreuse d'un choix remarquable de chansons de corps de garde qu'il détaillait à merveille, Jean Grimaud qui avait déjà

(1) On appelait avant 1930, les « Cinq Grands », « Le Petit Parisien », « Le Journal », « Le Matin », le « Petit Journal » et « L'Echo de Paris ».

découvert, comme des nouveautés, de fort anciennes hypothèses, parfaitement réfutées, sur les origines de Jeanne d'Arc, froid et tranchant et Paul Marion, enfin, le personnage central de ces souvenirs, sans qui je n'eusse, peut-être, jamais participé à la vie des Ligues.

Notre première rencontre, dans cette salle, aussi mal éclairée par la lumière du jour que par de pauvres lampes électriques, ne pouvait certes pas laisser augurer l'importance qu'elle devait prendre ultérieurement pour l'un et l'autre, car si Paul Marion devait m'amener à participer à l'action politique, je ne crois pas m'abuser en me rangeant parmi ceux qui orientèrent ses curiosités vers de nouveaux horizons.

Il savait que je venais de chez Coty, je n'ignorais pas qu'il arrivait de Moscou, sortait de l' « Humanité » et qu'il venait de publier « Deux Russie », le livre du désenchantement d'un jeune intellectuel communiste amené à confronter la doctrine et son application et qui demeure aujourd'hui encore, un des témoignages les plus importants d'un esprit d'une remarquable probité sur cette grande tragédie de notre âge.

Un peu de méfiance réciproque devait, dans les premiers temps, marquer nos rapports. Marion me voyait, non sans agacement, en porte-plume complaisant du capitalisme et s'étonnait de mon indifférence en matière politique, fruit normal d'une jeunesse toute marquée par l'anarchisme individualiste le plus accentué, et, de mon côté, j'estimais qu'il avait mis bien longtemps à trouver insupportable la dictature des masses.

Je m'efforçais de lui faire comprendre que dans le journalisme de grande information, les rédacteurs ne se sentaient pas plus responsables de leur copie que les typographes qui la composaient. Lui n'avait connu que la presse politique et il est certain qu'à l'époque, si le « Quotidien » n'avait pas gardé la réputation d'un journal de gauche, il n'aurait pas cru pouvoir y collaborer, car s'il avait rompu avec éclat avec le parti communiste, il n'avait pas pour autant répudié le marxisme et s'était inscrit au parti socialiste. Peu après, Léon Blum se l'était fait présenter. Plus tard, lorsque j'eus moi-même vu vivre Léon Blum, à la Chambre et dans les Congrès, je compris aisément que Marion n'ait pu s'entendre avec lui. Il y avait un élan vital, un « survoltage », comme il aimait à dire, chez Marion, fort peu fait pour s'accommoder de la sèche observation calculatrice de Léon Blum qui regardait les humains courtoisement, mais comme des textes, avec un détachement qui n'excluait d'ailleurs pas des mouvements redoutables de passion froide.

« Léon Blum, je ne l'intéresse pas », m'avait-il dit. Au contraire, il sympathisait avec Marcel Déat, pour qui le prisme humain demeurait l'essentiel.

Le personnage de François Coty éveillait sa curiosité. Mais je ne pouvais guère la satisfaire, n'ayant rencontré que deux fois en deux années, le fabuleux ploutocrate. A défaut, je lui dépeignais les barrières élevées entre cet homme et le monde extérieur : le secrétariat particulier, le secrétariat politique qui filtraient tout ce qui lui parvenait et comment ces organismes, composés à grands frais d'académiciens et de porteurs de noms illustres — il y avait dans l'un ou l'autre des secrétariats un parent de Foch et un parent de Lyautey, à seule fin, évidemment, que François Coty put dire en toute simplicité : envoyez-moi Foch ou : vous direz à Lyautey... — le faisaient vivre dans un univers de trompe-l'œil.

Naturellement, un phénomène de l'importance du cas Coty condamnait à ses yeux le système économique et social qui le permettait et il s'irritait que, bien que je n'eusse finalement pas eu à me louer de mon passage dans la presse du parfumeur milliardaire, je fusse demeuré sensible à la grandiose poésie d'une telle réussite. Je reconnaissais toutefois qu'un Etat bien organisé ne devrait pas permettre de transformer la puissance économique en puissance politique. « Alors, tu es fasciste », m'avait-il dit à cette occasion. C'est ce que Mussolini essaie de faire, mais c'est impossible.

— Les rois de France avaient su résoudre le problème, répliquai-je.

— Oui, mais les monarchies actuelles sont aussi impuissantes à dominer le capitalisme que les Républiques bourgeoises, constatait-il aussitôt.

A la vérité, dès cette époque, Paul Marion n'a plus cessé de remettre en cause le problème du contrat social en son entier. S'il acceptait alors la Social-Démocratie, c'était parce qu'il avait connu le prix, à Moscou, de certaines libertés individuelles, mais les faiblesses, les tares congénitales de la construction ne lui échappaient pas.

L'année suivante, la proclamation de la République en Espagne soulevait encore son enthousiasme et, seuls, Robert Cardinne-Petit et moi, demeurions parfaitement indifférents, et même étonnés devant la mine réjouie de Robert Bobin, les sourires de Grimaud et les explosions de Paul.

Non sans violence, celui-ci m'avait apostrophé :

— Comment ne pas être sensible à cette soudaine élévation du climat vital d'un peuple qui végétait.

Je lui répondis simplement :

— Moi, si j'étais Espagnol, j'aurais donné jusqu'à l'alliance de ma grand-mère pour participer à l'érection d'une statue d'or fin au souverain qui avait su maintenir pendant toute la guerre, son peuple à l'abri. Ce n'est pas la première fois que la République s'installe en Espagne. Attendons un peu pour nous réjouir.

Cependant, sa curiosité avait été vivement éveillée par le premier grand succès électoral du Parti National Socialiste aux élections allemandes de l'automne 1930 et il commençait à s'informer.

La persistance du fait national, son affirmation à travers l'Europe du XXe siècle, plus véhémente qu'au siècle précédent, ce fut là, à mon avis, la première constatation qui ébranla sa foi dans l'internationalisme marxiste.

Je puis dire que j'ai alors suivi, jour par jour, un cheminement de pensée d'une rigoureuse logique. Marion avait confiance en moi, m'acceptait tel que j'étais et il pensait tout haut, c'était un de ses traits caractéristiques, devant ses amis :

— Les sociaux-démocrates qui jargonnent toutes les langues avec l'accent yddish, au fond, ce sont les seuls internationalistes.

Et comme il avait une faculté d'imitation très remarquable, il improvisait un discours d'un quelconque camarade Lipfchtiz remettant dans l'orthodoxie, avec toute la gesticulation appropriée, une section menacée de réformisme : « Marx a dit... et Engels a précisé, camarades »... L'accent nasillard des militants issus des ghettos de l'Europe centrale, la mimique étaient reproduits avec tant de cocasserie, que ce fut bientôt un divertissement classique, à la fin de nos repas en commun que nous prenions parfois à la « Truite au bleu », avenue Kléber ou dans des bistros voisins des boulevards, en compagnie de Romain Roussel et de Paul Guitard, lui aussi transfuge de l' « Humanité », passé au « Petit Journal », de prier Marion de prononcer le discours du camarade Lipfchtiz sur l'événement du jour et sa correcte interprétation marxiste. Bouffonneries de qualité qui s'achevaient en fou-rire irrésistible.

Un autre fait qui eut sur l'évolution de Marion une influence de grande portée fut la constatation d'une seconde erreur de Marx concernant l'élimination certaine des classes moyennes par la concentration capitaliste qui ne devait laisser en pré-

sence, selon le prophète, qu'un prolétariat misérable en face d'une grande bourgeoisie de combat. Un voyage en Italie lui permit de constater que le pouvoir de Mussolini obtenait, sans peine, l'agrément des classes moyennes qui avaient vite compris que le fascisme leur apportait les moyens pratiques d'éviter la prolétarisation, et le consentement de larges couches ouvrières bénéficiant sans remords aucun, d'une montée graduelle vers l'état de classes moyennes.

— S'il en était ainsi en Italie, où les différences sociales étaient beaucoup plus accentuées, par la structure économique du pays, qu'en serait-il, en France, pays où la petite bourgeoisie s'enchevêtre en un réseau de liens familiaux inextricables dans la masse paysanne et ouvrière ?

Il constatait l'évasion incessante, de génération en génération, des éléments les mieux doués de la masse ouvrière, et voici que nécessairement il remettait en cause les postulats mêmes du « Capital ». Certes, la guerre et l'avilissement de la monnaie avaient renversé, pour un temps, ce mouvement. Mais la résistance des classes moyennes s'affirmait finalement avec une puissance accrue.

Cependant, la phase décisive où était entré le mouvement National-Socialiste en Allemagne créait à l'intérieur même du parti socialiste, des courants assez profonds qui menaçaient jusqu'à son unité demeurée intacte depuis la scission communiste du Congrès de Tours. Marion suivait avec attention l'activité de Déat, de Marquet, de Montagnon.

A l'autre extrémité, les ligues connaissaient une faveur qu'elles n'avaient jamais eue, à Paris, depuis le Boulangisme. Rappelons, en les citant dans l'ordre chronologique, ce qu'elles étaient au cours de l'année 1932, qui marqua le début d'une époque particulièrement riche en tourbillons d'idées, en contradictions internes, en dévouements enthousiastes, voire héroïques et dont l'échec commun fut hélas déterminant dans la catastrophe de 1939.

La première en date était évidemment la Ligue d'Action française, organisation constituée autour d'un noyau de choc, les Camelots du Roi, qui depuis les années de l'immédiate avant-guerre, pouvait à tout moment jeter dans la rue des formations de jeunes gens disciplinés, courageux et bagarreurs. Ce sont eux qui avaient imposé, et de haute lutte, l'hommage national à Jeanne d'Arc, en décidant d'aller fleurir en cortège les deux principales statues parisiennes de la Sainte, place

Saint-Augustin et Place des Pyramides. Interdit en 1924 par le ministre de l'Intérieur, du Cartel des Gauches, nommé Schrameck, le cortège avait victorieusement bousculé les barrages de police qui prétendaient interrompre une tradition, née plus de dix ans auparavant par la volonté des disciples de Charles Maurras, dont bon nombre étaient tombés sur les champs de bataille.

L'influence de Charles Maurras sur les étudiants principalement, encore qu'il eut aussi une audience non négligeable dans certains cercles de travailleurs, employés et même ouvriers, demeurait intacte depuis vingt ans. Toutefois, un certain malaise commençait à se manifester. La dissidence de Georges Valois, au temps du Cartel, avait été surmontée, de même que la condamnation de la doctrine en Cour de Rome, quelques années plus tard, mais plus ou moins consciemment des impatiences se faisaient jour parmi les plus jeunes éléments. Les expériences, faites en Europe, montraient qu'il était possible à des mouvements nouveaux de s'emparer du pouvoir et de jeter bas des institutions vétustes.

Maurras a merveilleusement préservé des générations et des générations de jeunes intellectuels, des poisons de la démocratie parlementaire et pourtant son influence dans la vie politique, demeurait des plus restreintes. Il était permis de se demander si les jeunes et valeureuses troupes d'assaut qui se renouvelaient d'année en année ne prenaient pas aussi régulièrement une paisible retraite, la trentaine venue, comme si leur passage à l' « Action Française » n'eût été qu'une lyrique flambée de jeunesse. Qu'il ait ainsi préparé un climat de désaffection où la république parlementaire allait se décomposer ne nous semble pas douteux, mais parmi ses fidèles plus dévoués, quelques-uns commençaient à mettre en doute qu'on pût réussir autre chose que de belles manifestations de rue, toujours sans lendemain.

(*A suivre*).

J.-M. AIMOT.

Documents

La Technique Électorale du Parti Communiste Italien

Cet article est la synthèse d'une très longue étude publiée dans le premier numéro de « Problemi del comunismo et del socialismo » (*Milan, février* 1956) *et fondée sur l'étude de* 164 *circulaires confidentielles intérieures du Parti communiste italien.*

LE LANCEMENT DE LA CAMPAGNE.

Toute campagne électorale (législative ou municipale) a pour objectif d'attirer des voix des électeurs non-communistes qui sont mécontents, à quelque titre que ce soit, des représentants sortants. Il faut donc leur faire comprendre que :

1) les élections sont l'unique moyen légal et immédiatement efficace d'exprimer leurs critiques et leur mécontentement ;

2) seules les voix données au P.C. sont efficaces (elles « leur » donnent une leçon, elles permettront « que ça change ») ;

3) l'action anticommuniste n'est qu'une diversion des « coupables » pour détourner la juste colère des « victimes ».

Cela posé, le problème fondamental revient à *mobiliser les militants.* Cette tâche échoit aux organisations de base qui établissent des plans de mobilisation.

L'ORGANISATION (LE DISPOSITIF).

Dans chaque secteur électoral est constitué un comité électoral, émanation d'une organisation de base du P.C. (cf. plus loin). L'action électorale de l'organisation de base (cellule ou section) ne s'arrête point à la constitution des comités.

Il est prescrit à toutes les organisations de base de discuter le programme électoral pour en tirer une gamme de mots d'ordre adéquats aux conditions locales (tout en ne déviant jamais du rapport électoral du scrétariat général du P.C.I.) et de les transmettre aux comités. Il s'agit de présenter aux électeurs concrètement et systématiquement les thèmes principaux du programme, de les amener à raisonner d'une certaine façon. Aussi, pour le compte des comités de secteur électoral, l'organisation correspondante du P.C. a à remplir *dans l'ordre* les tâches suivantes :

Tâche n° 1. — *a)* assurer à l'action électorale une direction unitaire, sévèrement hiérarchisée et basée sur des militants « chefs de dizaine » (capo gruppo di dieci). Ces chefs de dizaine sont responsables, ce sont des contrôleurs contrôlés ; le P.C.I. en dispose en tout d'environ 150.000 ;

b) étudier le corps électoral local et en déterminer les éléments fluctuants et perméables ;

c) mobiliser le plus grand nombre possible d'activistes ;

d) préparer le travail capillaire.

Tâche n° 2. — *a*) organiser des réunions publiques de cellule et de section, réunions surtout destinées aux militants ;

b) dénoncer solennellement, dès l'ouverture de la campagne électorale, les « inadmissibles pressions gouvernementales, cléricales et patronales » ;

c) introduire des partisans sûrs dans les comités électoraux des partis non-communistes ;

d) insérer l'action des comités électoraux communistes dans l'action des partis non-communistes dès qu'un point du programme de ceux-ci le permet, afin d'émousser l'impact de ces partis sur l'électorat local ;

e) diriger l'effort des comités sur les « neutres » en flattant leurs intérêts immédiats, quels qu'ils soient.

Tâche n° 3. — Mise en route du travail capillaire (cf. plus loin).

Bref : tout militant se voit assigné une tâche double :

— un travail général d'organisation et de propagande ;

— le « corps à corps » avec un nombre déterminé d'électeurs.

Comme le P.C.I. compte environ 2.500.000 inscrits, le mot d'ordre est : « un communiste doit travailler en moyenne douze électeurs ».

LES OBJECTIFS.

Les objectifs de la campagne électorale sont fixés *plusieurs mois à l'avance* par la direction du P.C.I. compte tenu :

1) de la situation internationale ;

2) de la situation nationale ;

3) des possibilités du P.C.I. tant dans le parti même que dans les organisations infiltrées (organisations de masse, économiques, coopératives, syndicales, culturelles, récréatives, sportives, etc.).

LA PRÉPARATION DES OBJECTIFS.

Six mois avant la date des élections, la section centrale électorale de la direction du P.C.I. (Sezione centrale elettorale : S.C.E.) envoie aux fédérations des provinces et aux responsables des sections électorales de ces fédérations des circulaires très détaillées d'organisation et d'orientation. En effet, l'expérience a prouvé qu'une campagne électorale ne réussit vraiment que si elle est préparée de longue main. Au reçu de ces circulaires, chaque fédération élabore un « plan de bataille » soumis au S.C.E. qui l'approuve ou le modifie.

Chaque plan de bataille d'une fédération doit comporter obligatoirement l'étude détaillée des points suivants :

1. les moyens matériels de propagande dont elle dispose et dont elle a besoin (cf. plus loin) ;

2. l'agitation prévue de « revendication des travailleurs » ;

3. les réunions prévues dans les divers milieux sociaux en distinguant soigneusement entre : artisans, petits paysans, petite bourgeoisie, intellectuels, fonctionnaires, etc. ;

4. les réunions et mots d'ordre prévus pour la défense des intérêts locaux ;

5. l'activité des membres communistes et socialistes des conseils municipaux ;

6. les initiatives des municipalités communistes et socialistes ;

7. l'état des organisations de masse ;

8. les perspectives et essais d'alliances.

Ces divers plans permettent à la S.C.E. d'élaborer à son tour ou améliorer les instructions envoyées aux fédérations et aux organisations de masses.

LES INSTRUCTIONS DE LA S.C.E. AUX FÉDÉRATIONS.

Une fois posé que la publicité du parti ne doit être « ni générale, ni abstraite », qu'elle doit le plus possible se présenter comme « une documentation sur des cas précis », elle doit obligatoirement porter sur :

a) l'impérialisme américain et ses laquais italiens ;

b) la préparation à la guerre d'agression par cet impérialisme et ses laquais ;

c) la misère et les abus administratifs ;

d) l'appauvrissement absolu de la classe ouvrière et la détérioration croissante de toute l'économie italienne ;

e) la crise organique des classes moyennes et les exactions fiscales (du poujadisme avant la lettre).

Systématiquement, le plus grand soin est donné aux intérêts locaux et particularistes des provinces : il y a là une constance de l'action communiste en Italie. Selon les instructions de la S.C.E., la publicité variera aussi bien selon les régions que selon les milieux visés. Il faut montrer que seul le P.C.I. connaît à fond les problèmes propres aux régions et catégories sociales dont le mécontentement doit être constamment entretenu et exploité.

La S.C.E. insiste pour qu'aucune catégorie — du moment qu'elle est efficace (anche poco numerosa ma efficace) — ne soit négligée, et les fédérations sont instamment invitées de ne pas diluer l'action fondée sur la défense d'intérêts économiques particuliers dans des réunions d'agitation générale. La tactique de réunions « différenciées » doit prendre corps, en outre, dans un appui concret donné à *toute* manifestation antigouvernementale. Bref : il faut lier systématiquement toute campagne électorale aux conflits de travail et aux aspirations des milieux sociaux à conquérir.

Les élections doivent prendre une *allure plébiscitaire :* le vote doit être présenté comme l'expression d'un NON de principe à l'ordre existant quand il s'agit de travailleurs, d'un NON de principe aux abus des « gouvernants cléricaux » quand il s'agit de la petite bourgeoisie.

La S.C.E. prescrit que la publicité du parti insiste auprès des alliés de la démocratie chrétienne à souligner leurs intérêts communs avec le P.C.I., à souligner ce qui les oppose à celle-là.

Enfin, le S.C.E. exhorte : le travail capillaire, la sérénité indispensable de la campagne.

LES INSTRUCTIONS DE LA S.C.E. AUX ORGANISATIONS DE MASSES.

Les principales organisations de masses, émanations du P.C.I. sont : la C.G.T., l'Union des femmes, la Ligue des communes démocratiques, l'Institut national confédéral d'assistance, les Comités de renaissance, les Associations paysannes, la Confédération de l'artisanat italien, l'Union sportive populaire, le Comité d'éducation populaire, le Couvent national des contribuables, le Conseil permanent de défense de l'enfance, le Congrès de la culture populaire, etc., sans parler des filiales directes du Parti comme les Jeunesses communistes, les Partisans de

la paix, les Comités de chômeurs, les services publics des municipalités aux mains des socialo-communistes.

Ces organisations de masses reçoivent les directives électorales directement de la S.C.E. pour entraîner leurs membres à une participation active à la campagne électorale et pour coordonner leurs activités. Il est interdit d'exonérer les militants communistes de leur activité dans ces organisations pendant toute la durée de la campagne électorale car ces organisations sont précisément pour eux un substratum tout fait. En effet, au sein de ces organisations, l'action est d'emblée «stratifiée », « différenciée » par catégories sociales ou d'intérêts.

Les militants sont invités à se borner dans ces organisations à la diffusion des mots d'ordre généraux du P.C.I. sans jamais le désigner trop ouvertement. Ils doivent utiliser ces organisations comme point de départ pour le travail capillaire.

L'ACTION DES SECTIONS ET DES CELLULES.

L'organisation locale du P.C.I. — la section subdivisée en cellules — dispose de plusieurs moyens d'action.

L'ACTION MATÉRIELLE.

La section utilise le matériel envoyé par la S.C.E. via la fédération et en fabrique également en tenant compte des besoins locaux. Ce matériel est le suivant :

Le tract (il volantino) :

Texte très simple portant sur une seule question et *destiné à un milieu déterminé ;* il en est fait l'usage maximum. Le tirage doit être limité, local, rapide et fréquent. Les tracts sont distribués par les militants désignés pour « travailler » le milieu visé et doivent permettre le « corps à corps » (conversation individuelle). Souvent, la convocation à une réunion se confond avec le tract. Il est déconseillé catégoriquement d'utiliser les tracts « à la jetée » (pertes trop grandes, action non différenciée).

Le dépliant (il pieghevole) :

Tract plus long consacré à une *seule* question, de préférence illustré et comportant trois ou quatre parties.

L'affiche (il manifesto) :

Placard étudié selon les enseignements de la publicité scientifique (dimensions, couleurs, dispositions, etc.) ; doit faire appel à *l'ensemble* de la population et contenir un mot d'ordre *unique*. Sa présentation doit le distinguer systématiquement des affiches des partis non communistes. Plus elle est simple, plus elle est efficace. Aux environs des affichages doit se tenir un militant pour engager le « corps à corps » dès qu'il y a attroupement (la même instruction vaut évidemment pour les affichages non communistes).

L'écrit (il manifesto scritto a mano) :

Papier de couleur vive et plus claire que le texte écrit ; chaque mot doit être d'une autre couleur et chaque lettre bien découpée. Chaque cellule reçoit des instructions précises pour en fabriquer.

La gravure (il manifesto a linoleum) :

Dessin très simple et texte concis découpés sur linoléum ; chaque cellule reçoit des instructions précises pour en fabriquer.

Les journaux muraux (i giornali murali) :

Très utilisés et obligatoires pour toute section. Consistent en des coupures de journaux du parti (textes et photographies) et

de brefs commentaires collés sur du contre-plaqué (sous vitrine ou non) toujours exposés aux mêmes endroits très fréquentés. Le journal mural met en relief le fait le plus important de la semaine de la vie locale, nationale et internationale (il change toutes les semaines) ; comporte toujours des attaques directes contre les dirigeants locaux non communistes, des plaintes, des suggestions et *un* mot d'ordre. But principal : faire ressortir que seul le P.C.I. s'occupe des intérêts locaux. Des instructions précises sont données pour leur emploi.

Les journaux de quartier ou d'usine (i giornaletti di rione) :

Contenu analogue aux journaux muraux, mais rédaction dans la forme des bulletins de paroisse. Se sont avérés être les meilleurs instruments d' « unité ouvrière » ; distribution « différenciée ».

Le bulletin (il bolletino interno) :

Dépliant à l'usage des militants avec en-tête du journal de la fédération.

L'inscription :

Les inscriptions se font par des équipes sur les murs et sur les routes. Répètent toujours un *même* mot d'ordre en le dosant et en l'espaçant (exemple : samedi — samedi ? — samedi tous — tous à la mairie).

L'ACTION HUMAINE (LE TRAVAIL CAPILLAIRE).

L'action humaine se caractérise surtout par le *travail capillaire*. Ce travail consiste dans un ensemble d'actions permettant de pénétrer partout et *par contact humain direct* (porte à porte, conversations, veillées, etc.) ; actions dirigées hiérarchiquement dans le temps et dans l'espace par la section. Ce mode de pénétration s'est avéré être de loin le plus efficace pour toucher les couches populaires apolitiques et a été rendu obligatoire par la S.C.E. pour toutes les organisations de base. Son maniement est simple et n'exige guère de spécialisation (orateurs professionnels, théoriciens, frais, etc.) : en effet, chaque militant travaille son milieu et son milieu seul.

Tout l'appareil du P.C.I. est adapté pour donner à l'action capillaire la plus grande efficacité. Il s'agit somme toute de micro-propagande intensive.

Sous le contrôle de la section ou de la cellule, chaque militant ou chaque cellule se voit attribuer la charge de deux ou trois rues, de deux ou trois maisons ; en fin de compte, chaque militant, selon ses fréquentations et ses qualités, est chargé de « travailler » un nombre bien déterminé de familles ou de foyers.

La S.C.E. a élaboré un cours spécial élémentaire pour faciliter ce travail qui, répétons-le, touche essentiellement les non-communistes. Les instructions de détail sont fournies par la section centrale de presse et de propagande (Sezione centrale stampa e propagande : S.C.S.P.) de la direction du parti. Elles peuvent se résumer comme suit : « toujours, partout, à toute occasion le militant doit faire sans cesse de la politique i.e. se manifester en tant que communiste ».

L'action humaine revêt trois aspects principaux :

— ne pas fuir le « corps à corps » ;
— provoquer le « corps à corps » directement ;
— provoquer le « corps à corps » indirectement ;

1) NE PAS FUIR LE CORPS A CORPS. — Le militant doit se manifester ouvertement dans sa vie courante : à l'atelier, au marché, au café, dans le train, etc. Il doit prendre prétexte de tout pour critiquer et attaquer le régime et en minimiser toutes les réalisations. Il ne doit jamais craindre d'être taxé de « politicard ».

2) PROVOQUER LE CORPS A CORPS DIRECTEMENT. — C'est surtout la méthode du porte à porte (distribution de convocations, de journaux, de tracts permettant d'engager des *conversations obligatoirement amicales et courtoises :* raconter une réunion, commenter tel incident déplorable local, tel événement politique, etc.).

En Italie, pour la campagne de la collecte de signatures pour la « paix », il n'y eut littéralement pas une seule maison, pas une seule porte à laquelle il n'a pas été frappé.

Le porte à porte sert surtout aux pétitions d'intérêt local — en effet, le P.C.I. met l'accent sur l'action municipale : « *qui tient les villes, tient le pays* »...

Le porte à porte sert avant tout « à pondre une idée dans la tête des gens ».

La plus large initiative est laissée aux militants, mais la S.C.S.P. est formelle sur un point : jamais les discussions ne doivent dégénérer en dispute.

Un thème permanent et obligatoire de l'action capillaire directe est d'expliquer inlassablement aux électeurs le fonctionnement des opérations électorales (le P.C.I. a perdu beaucoup de voix par annulation de bulletins dans de nombreuses régions arriérées).

En principe, *c'est toujours le même militant qui « travaille » les mêmes familles :* ainsi se créent nolens volens des rapports humains utiles au parti et au militant qui apprend à « ajuster son tir ».

3) PROVOQUER LE « CORPS A CORPS » INDIRECTEMENT. — Ce sont essentiellement les réunions de cohabitants (riunione di caseggiato) et les veillées. Ce ne sont point des réunions formelles et officielles : ce sont des entretiens vespéraux entre voisins et auxquels même les plus humbles sont invités. Le soir, le militant invite chez lui ou dans la cour ses amis et ses relations à « bavarder ».

Les instructions de la S.C.S.P. sont ici formelles : ces réunions ne doivent jamais être des réunions de militants ni se tenir dans des locaux du parti. Cela se passe « à la bonne franquette » : l'ami récalcitrant est amené de force mais en riant. Le militant parle le plus familièrement possible, puis la discussion s'engage. Chaque invité est poussé à parler, *à se faire valoir :* ses paroles sont prises ostensiblement en considération et des comptes rendus nominaux de ces soirées paraissent dans les journaux de quartier... Ces veillées doivent se faire avec « la partie incertaine du corps électoral » et être suivies de conversations individuelles avec chacun des présents, conversations adaptées aux intérêts et aspirations de chaque individu.

Pour cet aspect particulier de l'action capillaire, la S.C.E. prescrit l'étude préalable des familles invitées et y voit le complément indispensable du porte à porte.

L'ACTION VISUELLE (LES FILMS).

L'action capillaire est renforcée par l'utilisation systémati-

que d'appareils de projection : ainsi l'attraction se joint à la propagande visuelle et transforme les veillées en spectacles. Cette méthode de pénétration communiste a été expérimentée en Chine avant d'être étendue à l'Italie... Les projections facilitent également l'organisation de cycles de conférences, etc.

Chaque fédération dispose d'un réseau de projecteurs. Matériel et films sont fournis par la section centrale diffusion et presse de la direction du P.C.I. Pendant la campagne électorale, cette action visuelle est très importante.

Chaque fédération doit fournir à la section centrale :

— un plan de roulement du matériel de projection ;
— former des militants manipulateurs ;
— familiariser les cellules avec ce matériel ;
— tourner des bandes d'intérêt local ;
— utiliser ce matériel en faisant appel aux organisations de masses (surtout l'Association U.R.S.S.-Italie, les syndicats, les partisans de la paix, etc.) ;
— désigner un camarade responsable des projections.

Les films sont utilisés très largement, surtout dans le Midi et les îles où la population est plus perméable à la propagande visuelle. D'un instrument provisoire de propagande électorale, la projection est devenue un instrument de propagande permanente. La direction du P.C.I. produit actuellement d'innombrables bandes de court métrage et des actualités bi-hebdomadaires (Cronache d'oggi) projetées régulièrement aux veillées, garnies de commentaires ad hoc et vendues pour... 400 lires ! Grâce au travail de la section spéciale « Filmotecnica », chaque projecteur de section est équipé d'une boîte de 4 à 24 bandes les plus diverses (politiques, culturelles, comiques). Le succès est énorme ; « Le P.C. nous apporte le ciné ». Aujourd'hui, les projections sont inséparables des réunions électorales du P.C.I. : elles sont commentées, chantées, reprises en chœurs, scandées. Elles permettent d'amorcer des veillées : le propagandiste arrive chez « ses amis » avec sa boîte — grosse curiosité — on appelle les voisins — projection — commentaires — discussion, et le tour est joué à la satisfaction de tous les participants.

En outre, pour toutes les formes d'action électorale, des détails sont régulièrement fournis aux sections par l'*Unità*, *Il taccuino del propagandista*, *Le vie nuove* et *Il quaderno dell'attivista*.

LES COMITÉS ÉLECTORAUX.

Généralement, les cellules d'une section ne correspondent pas aux secteurs électoraux ; mais même si attribution territoriale de l'organisation de base du P.C.I. et secteur électoral coïncident, le P.C.I. organise *un comité électoral par secteur*. Ces comités sont donc distincts des organisations de base mais en sont des émanations directes. Un comité comprend en général au moins sept militants choisis parmi les plus actifs, dont obligatoirement une militante ; des sympathisants sûrs sont admis. C'est la commission électorale de la section du parti qui désigne les chefs des comités de secteur ; ce sont généralement les secrétaires de cellules ; ils sont responsables.

La S.C.E. distribue comme suit les tâches entre les membres d'un comité électoral de secteur :

Membre n° 1. — diffusion de l'*Unità*.

Membre n° 2. — distribution du matériel de propagande ; direction de l'action capillaire.

Membre n° 3. — propagande auprès des femmes (très important).

Membre n° 4. — organisation des souscriptions pour le fonds électoral ; contrôle financier.

Membre n° 5. — journaux muraux ; journaux parlés (mobilisation des TSF pour diffuser les discours des « chefs ») ; inscriptions, etc.

Membre n° 6. — surveillance des adversaires ; liaison avec la commision électorale de la section.

Membre n° 7. — Président du comité électoral :

— fixe le siège du comité, organise une permanence et un dépôt de matériel ;
— *se procure la liste des électeurs du secteur et en fait faire des copies ;*
— constitue des équipes et coordonne et contrôle leur action ;
— démarque sur la liste électorale : *a*) les militants ; *b*) les partisans ; *c*) les incertains ; *d*) les adversaires ; *e*) les inconnus ;
— dirige et concentre toute l'action sur les incertains ;
— assiste au dépouillement ;
— désigne les scrutateurs ;
— assure la liaison avec les candidats ;
— organise des fêtes « joyeuses et allègres ».

L'exploitation des listes électorales permet au comité d'organiser rapidement un réseau local de points d'appui. Avec les militants non activistes le comité se borne à maintenir un simple contact ; avec les incertains, localisés, le comité organise des contacts humains (3 à 5 visites dans la période préélectorale !) : chaque activiste tient le comité informé de son travail et ne quitte littéralement plus les incertains dont il a la charge quand approche le grand jour.

Bref, toute l'activité très importante des comités est basée sur une pièce maîtresse ; la liste électorale qui fournit des listes « d'incertains » avec adresse et profession — ce qui facilite énormément le « corps à corps » et la mobilisation territoriale et « stratifiée ».

Finalement le plus grand soin est apporté à populariser les symboles du P. C. I. (en effet, ces symboles sont l'étoile, la faucille et le marteau ; les symboles des socialistes étant le soleil, le livre ouvert et la faucille et le marteau...).

Pendant le scrutin, le rôle des comités est capital : par ordre de la S.C.E. :

1) — il contrôle le déroulement régulier des opérations de vote ;

2) — il contrôle qu'aucune propagande ni pression ne s'exerce aux alentours des bureaux de vote ;

3) — il veille que les représentants des candidats du P.C.I. ne quittent jamais les bureaux de vote sans y être préalablement remplacés et il organise relève et ravitaillement ;

4) — il informe incessamment la commission électorale de la section du déroulement du scrutin et du dépouillement ;

5) — il veille que nulle pression ne s'exerce le jour de l'élection sur les électeurs (lettres, télégrammes, etc.) ;

6) — il s'assure que nulle activité de propagande ne se déroule dans les églises ;

7) — il assure le transport des sympathisants et inscrits malades ou isolés ;

8) — il dénonce systématiquement le moindre manquement aux autorités judiciaires compétentes.

Un point d'honneur est mis pour que la presse communiste puisse publier les résultats avant leur proclamation officielle.

LES GRANDES RÉUNIONS ÉLECTORALES.

Il appartient aux fédérations d'établir le plan des grandes réunions à tenir dans les diverses communes de la province. Ce plan est établi plusieurs semaines d'avance. Le plus grand soin est donné pour ne jamais avoir l'air d'improviser. Chaque grande réunion est donc préparée dans les moindres détails, surtout dans les bourgades aux populations ombrageuses (« nous ne sommes pas assez bons pour eux ») : l'assistance est assurée, les interventions distribuées, la salle décorée, etc.

La S. C. E. envoie à chaque fédération deux ou trois orateurs professionnels ; le reste devant être fourni par les fédérations elles-mêmes. Quant aux candidats, ils sont tenus de visiter *toutes* les communes de leur circonscription. Ils doivent concentrer leurs efforts à polémiquer contre les autres sortants uniquement sur des points précis de leur comportement pendant la législature précédente.

Les fédérations contrôlent les résultats des grandes réunions. Les instructions données aux orateurs sont toujours les mêmes :

— être clairs et concis ;

— savoir poser des questions spectaculaires et précises ;

— opposer tel point d'un programme adverse au comportement réel de ce parti ;

— reprendre les mots d'ordre reçus de la S.C.E.

Chaque fédération est tenue de fournir d'avance aux orateurs une documentation précise et détaillée sur toutes les questions d'intérêt local pour les auditoires non communistes.

Les contradicteurs du P.C.I. doivent assister à toutes les grandes réunions non communistes ; ils sont tenus de poser des questions précises qui contraignent l'adversaire à se battre sur le terrain choisi par le P.C.I. et qu'ils connaissent à la perfection. Les chevaux de bataille sont invariablement « les abus et la corruption des gouvernants cléricaux et la course à la guerre ». L'exploitation des poubelles est méthodique (vie privée des candidats non communistes, cas de favoritisme, carences, etc.). Bref : la campagne électorale communiste doit prendre l'allure d'une « campagne nationale de moralité publique »... contre « les pourris ».

Chaque grande réunion publique est entourée de travail capillaire : avant et après (les arguments sont discutés, les interventions appréciées, etc.). Il en va de même pour les réunions publiques adverses : en outre, les militants présents doivent faire autour d'eux des remarques insinuantes et malveillantes, et les contradicteurs sont tenus d'opposer « la triste réalité à la rhétorique vide de l'orateur ».

Le Gérant : M. Bardèche. — Dépôt légal : 2e trimestre 1956.

lé-

na-

nt

ste
.

es
a.
nd
ne
s,
ns
u-

rs
ns
er
n-
ts
n-

s.
:

r-

rs
s

s
s
r

-
s
a
l-
-
-
..

-
-
-
-
-
-
e